

**REVUE DE LA**

**CHAMBRE DE COMMERCE**

**FRANÇAISE**

**AU CANADA**



**HIVER**

**1960**

**No 558**



Le soudage comme méthode de fabrication, tirant profit des recherches scientifiques et des inventions récentes, joue un rôle toujours plus important dans la conception de nouveaux produits en métal.

Il existe aujourd'hui des techniques, des procédés et des matériaux de soudage qui permettent la fabrication plus rapide et plus économique de produits en métal ferreux et non-ferreux. Déjà plusieurs industries importantes fabriquent très avantageusement des produits pour lesquels on avait prévu le soudage automatique ou semi-automatique comme méthode de fabrication.

Ne serait-il pas sage d'examiner votre propre situation afin de profiter, vous aussi, de ces méthodes si efficaces et si économiques ?

Avez-vous besoin de renseignements techniques en ce qui concerne ces procédés et leur application concrète ? N'hésitez pas à nous consulter — nos ingénieurs sont là pour vous servir.

**Canadian LIQUID AIR Company**  
LIMITED

ST. JOHN'S, SYDNEY, HALIFAX, MONCTON, SAINT JOHN, BATHURST, QUEBEC, SOREL, MONTREAL, THETFORD, SEPT-ILES, OTTAWA, CORNWALL, BROCKVILLE, TORONTO, OAKVILLE, HAMILTON, NIAGARA FALLS, WATERLOO, BRANTFORD, LONDON, SARNIA, CHATHAM, WINDSOR, SUDBURY, COPPER CL'FF, ELLIOTT LAKE, PORT ARTHUR, WINNIPEG, REGINA, SASKATOON, EDMONTON, CALGARY, RED DEER, MEDICINE HAT, CRANBROOK, VANCOUVER, VICTORIA, KITMAT, DAWSON CREEK, NANAIMO.

**REVUE**  
**DE LA**  
**CHAMBRE DE COMMERCE FRANÇAISE**  
**AU CANADA**

Hiver 1960, No 558

La conjoncture au Canada .....	H. Mhun	3
Le Conseil Economique et Social français .....	L. Charvet	5
La recherche opérationnelle .....	R. Stock	7
Le transport aérien et les relations extérieures .....	B. D'Astorg	9
Situation et perspectives des investissements .....	H. Mhun	11
La Foire Internationale de Montréal .....		13
A travers les livres .....		15
The Dollar in the World Today .....		17
La conjoncture industrielle française .....		19
Aluminium Limited .....		21
Le marché mondial de l'automobile .....		23
L'Hydro-Québec .....		25

---

**CHAMBRE DE COMMERCE  
FRANÇAISE AU CANADA**

429, Avenue Viger  
Montréal, Qué.

Tél. : Victor 2-9420  
Adr. Tél. : Gallia Montréal

*Bureau de Paris :*  
31, Avenue Pierre 1er de Serbie (16e)  
Tél. : Kléber 68-50

La Revue est publiée chaque trimestre par la  
Chambre de Commerce Française au Canada.

Prix : 25 cents le numéro

*Autorisé comme envoi postal de deuxième classe par  
le ministère des Postes*

Imprimé par  
**PIERRE DES MARAIS**

225 est, rue Roy, Montréal 18 — AV. 8-5191

Couverture :

La nouvelle aérogare de Montréal.

---

Cable : STARBER, Montréal

Telex 01-2169

Courtiers en Douane  
Expéditeurs  
Entreponeurs  
Camionneurs  
Agents Transitaires

## ST. ARNAUD & BERGEVIN

LIMITÉE

118, rue St-Pierre  
Montréal, P.Q.  
Tél.: VI. 4-1561

Membre de la Chambre de Commerce Française au Canada



## POULENC

LIMITÉE

*spécialités thérapeutiques de choix*

8580 Esplanade

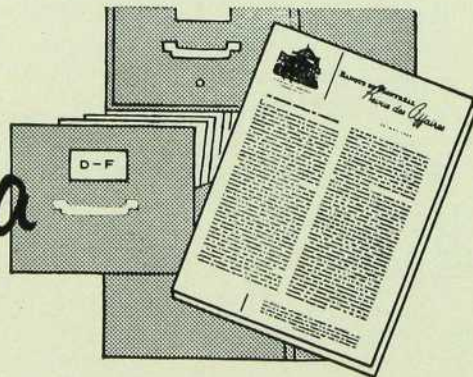
Montréal

BULLETINS SUR LA SITUATION DES

# Affaires au Canada

DE MOIS EN MOIS, vous pouvez vous renseigner sur l'état des affaires au Canada en lisant la Revue des Affaires de la B. de M. Ce bulletin de quatre pages présente un rapport détaillé sur la situation économique dans chaque région du pays ainsi qu'une étude d'ensemble.

Pour faire inscrire votre nom à la liste d'envoi de cette publication, vous n'avez qu'à écrire à nos bureaux de Paris ou de Londres, aux adresses ci-dessous, ou à notre Service des Relations Internationales, B.P. 6002, Montréal, Canada.



SIÈGE SOCIAL: MONTRÉAL

Londres:

Bureau principal, 47 Threadneedle St., E.C. 2  
E. A. ROYCE, gérant

Bureau du West End, 9 Waterloo Place, Pall Mall, S.W. 1  
E. J. BENSON, gérant

Paris:

10 Place Vendôme, Paris 1er



## BANQUE DE MONTRÉAL

*La Première Banque au Canada*

Représentants financiers du Gouvernement du Canada à Londres

RESSOURCES: PLUS DE \$3,000,000,000 • PLUS DE 800 SUCCURSALES AU CANADA, AU R.-U., AUX É.-U. ET EN EUROPE

## La Conjoncture au Canada

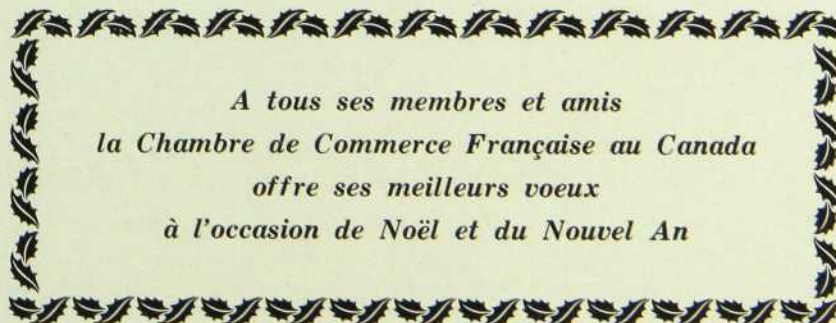
L'année s'achève sur une note d'incertitude et d'irrégularité. Malgré quelques progrès dans certains secteurs, au reste très limités, l'activité est peu satisfaisante. Et les prévisions pour l'an prochain sont assez médiocres dans l'ensemble.

La production industrielle, à la fin de septembre, restait de 3,5% inférieure à celle de janvier. Le chômage s'est anormalement aggravé en octobre, le nombre des sans-travail atteignant 368.000 contre 251.000 il y a un an. Ce chiffre représente 5,7% de la population active contre 4% en octobre 1959. Les bénéficiaires des sociétés se situent à 8-10% au-dessous de l'an dernier.

Au total le produit national brut avoisinera probablement cette année \$35,5 milliards, au regard de \$34,6 milliards en 1959, soit une augmentation minime de 2,5%. En fait, compte tenu de la légère hausse des prix et de l'accroissement démographique, la production nationale, per capita, a un peu fléchi cette année.

L'année 1960 a donc continué de marquer un palier. Depuis 1956, année record d'après-guerre, la production, par habitant, n'a pas progressé. Les investissements des entreprises privées ont même diminué. Depuis quatre ans l'économie canadienne est donc dans une phase de consolidation.

Cette phase se poursuivra probablement en 1961, tout au moins au premier semestre. Les investissements privés se maintiendront difficilement au niveau de cette année, tandis que ceux du secteur public devraient être légèrement supérieurs. (voir à ce sujet notre article de la page 11) Les dépenses de consommation ne grossiront vraisemblablement pas plus de 3%, juste un peu plus que le taux d'accroissement démographique. Le gouvernement fédéral venant d'adopter une politique plus réaliste et plus généreuse, la construction de logements — facteur anticyclique traditionnel — s'accroîtra sans doute sensiblement, bien que dans certaines régions le marché des maisons d'habitation commence à être saturé. Les exportations, dont les progrès spectaculaires ont été l'heureuse surprise de cette année, pourraient se maintenir à leur niveau de 1960. Tout considéré, le produit national brut devrait être en 1961 très légèrement au-dessus de cette année. Une reprise de l'économie américaine, possible au deuxième semestre, relancerait l'activité au Canada en stimulant les exportations.



# APISERUM

ET

## BI-APISERUM

du biologiste français  
**BOYER de BELVEFER**

Si vous êtes fatigué par votre travail, si vous vivez dans l'agitation,  
 méfiez-vous... et essayez donc une cure de Gelée Royale  
 APISERUM

C'est un traitement tout indiqué chez les personnes atteintes de  
 surmenage intellectuel et physique

**APISERUM et BI-APISERUM**  
 vous apporteront VIGUEUR - ENTRAIN

**REMISE SPÉCIALE**  
 aux membres de la Chambre de Commerce Française

*Concessionnaires exclusifs pour le Canada :*  
**DELEPINE-LESTANG**

170 est, rue Dorchester Montréal  
 UN. 1-7173

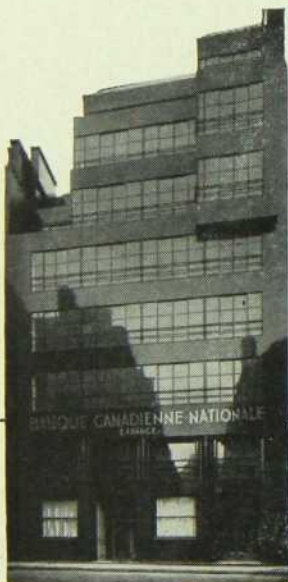
## RAYMOND, CHABOT, MARTIN, PARÉ & CIE

COMPTABLES AGRÉÉS

Jacques Raymond, C.A.  
 Guy Chabot, C.A.  
 Guy Martin, C.A.  
 Jacques Paré, C.A.  
 Robert Caron, C.A.  
 Jean Brissette, C.A.  
 Louis-Philippe Rondeau, C.A.  
 Pierre Paquin, C.A.  
 Jacques Girard, C.A.  
 Gilles St-Pierre, C.A.  
 François H. Godin, C.A.  
 Bernard Comeau, C.A.  
 Marcel Langevin, C.A.

132 ouest, rue St-Jacques  
 Montréal 1, Qué.

VI. 2-3811



*Le trait d'union entre la France et le Canada*

**BANQUE CANADIENNE NATIONALE (France)**

37, RUE CAUMARTIN, PARIS



### BANQUE CANADIENNE NATIONALE

*Fondée en 1874*

CAPITAL .....	\$ 10,000,000
FONDS DE RÉSERVE .....	32,000,000
ACTIF, PLUS DE .....	740,000,000

**PLACE D'ARMES, MONTRÉAL**

*597 bureaux au Canada*

# LE CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

par LOUIS CHARVET

*Au moment où le gouvernement de la province de Québec crée, ou plus exactement ressuscite le Conseil d'Orientation Economique, il nous a paru intéressant de préciser, pour nos amis Canadiens, le rôle du Conseil Economique et Social de la France.*

Au cours de la Foire Internationale de Montréal, dont j'ai vivement apprécié l'intérêt, et que les amicales attentions du Président de la Foire comme du Ministre de l'Industrie et du Commerce du Québec ont ornée pour moi d'inoubliables souvenirs, j'ai été, à plusieurs reprises, l'objet de questions sur le Conseil Economique et Social français dont je m'honore de faire partie; et j'ai accueilli aussitôt la demande qui m'était faite d'en retracer brièvement l'histoire et les caractéristiques car, si cette institution est relativement peu connue, je la crois efficace dans sa discrétion même. Je puis, en tous cas, attester qu'à des échéances importantes pour l'Economie française, en des négociations internationales ou des débats institutionnels, elle a pu fournir aux Pouvoirs Publics des travaux solides et des avis issus de loyaux échanges de vues où s'étaient confrontées, pour aboutir à un maximum d'unité, les compétences les plus diverses en matière sociale et économique.

Le Conseil Economique et Social d'aujourd'hui est, depuis le début du siècle, le troisième "Conseil Economique" de la République Française. Toujours est-il qu'ayant pris pour la première fois forme en janvier 1925, l'institution a passé de la IIIème à la IVème, puis de la IVème à la Vème République, sans que son caractère, exclusivement consultatif, en fût altéré, mais en acquérant à chaque fois une compétence plus étendue et un caractère représentatif plus marqué.

Le premier Conseil Economique, chargé "d'étudier les problèmes intéressant la vie économique du Pays, en chercher les solutions et de proposer l'adoption de celles-ci aux Pouvoirs Publics", fut institué par décret du 16 janvier 1925, et consacré par la Loi en 1936. On y voyait déjà des représentants de toutes les catégories du travail (travail intellectuel, travail de direction, travail salarié, artisans), de toutes les formes du capital (industriel, commercial, immobilier, financier), de la population et de la consommation — en particulier des familles — et ses travaux acquièrent rapidement une réelle autorité.

Aussi, nul ne fut surpris que, dans la constitution dont l'élaboration suivit la libération, celle de la IVème République (1946), le Conseil Economique reçût la consécration dernière : celle de devenir une Assemblée constitutionnelle dont, en certaines matières, l'avis devenait l'une des étapes nécessaires de la procédure législative elle-même. Il devenait, en effet, constitutionnellement chargé de donner un avis sur "le Plan".

Le premier Gouvernement du Général de Gaulle avait dès 1946, établi, sous la direction de Monsieur Jean Monnet, un Commissariat Général au Plan de Modernisation et d'Equiperment. Les destructions de la guerre et, plus encore, la nécessité d'atteindre, après la guerre et l'occupation, le niveau de production et de progrès techniques qu'avaient pu, pendant le même temps, atteindre d'autres Nations, rendaient à l'évidence indispensable qu'un élan nouveau fut donné à l'Equiperment, comme à la Modernisation de l'Economie française. Mais le Plan français n'est pas un plan autoritaire. Progressivement étendu des Secteurs de base à l'ensemble de l'Economie française, il a essentiellement pour objet de donner

*Membre du Conseil Economique et Social, Vice-Président de la Chambre Syndicale de la Sidérurgie Française, Président-Directeur Général du Comptoir Français des Produits Sidérurgiques, Président du Comité de Direction de l'Office Technique pour l'Utilisation de l'Acier.*



aux Pouvoirs Publics, comme aux particuliers, une vue d'ensemble des principaux problèmes à résoudre. Il sert au Gouvernement à fixer sa ligne de conduite dans ce qui relève de lui. Mais lorsque, en conclusion de ces études, le Gouvernement souhaite que soit développée ou créée telle ou telle production qui ne dépend pas de lui, c'est vers les Entreprises existantes, ou les milieux industriels susceptibles d'en créer de nouvelles, qu'il se tourne, discutant avec eux des conditions dans lesquelles ces milieux, ou ces Entreprises, pourront prendre la responsabilité de ces extensions ou de ces créations.

Telle était la situation lorsqu'intervint, en 1958, la Constitution qui régit actuellement la France et qui devait transformer le Conseil Economique en Conseil Economique et Social.

Le Conseil Economique a compris, selon les époques, de 150 à 200 Membres environ. Le Conseil actuel est divisé en Sections, habilitées chacune à étudier les grands problèmes (investissements, expansion extérieure, institutions économiques internationales, expansion et productivité agricoles, etc...) que pose l'expansion économique du pays. Les Représentants des Organisations professionnelles y sont désignés par celles-ci sans que le Gouvernement ait à intervenir. Il s'y ajoute les Personnalités "qualifiées" en diverses matières : économistes, statisticiens, Professeurs de l'Enseignement supérieur ou Directeurs de grands services, désignées par le Gouvernement pour en faire partie.

Il n'est pas sans exemples que les débats importants s'y terminent par une motion d'unanimité, et c'est la preuve que les travaux préparatoires ont permis de dissiper les oppositions pour aboutir à une vue commune du problème. Il arrive qu'au contraire l'on doive se compter. Comment en serait-il autrement dans une enceinte où se rencontrent les tenants de la pensée libérale et des esprits de formation marxiste ?

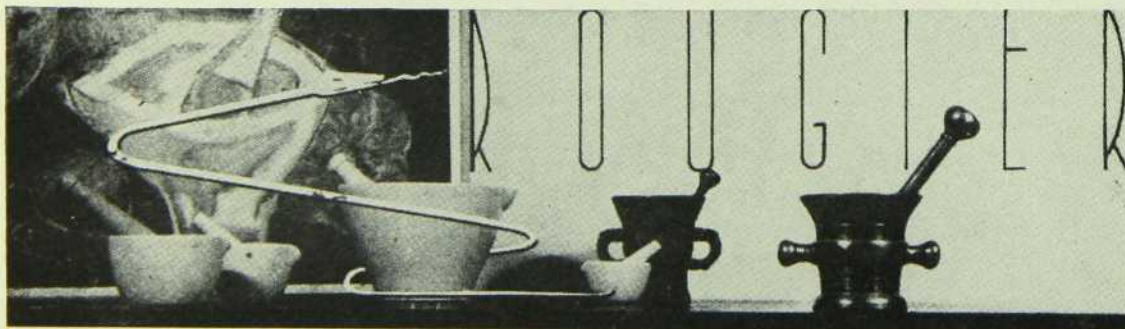
Mais il est bon que le Gouvernement connaisse ces divergences. Par le Conseil Economique et Social se trouve ainsi établi un lien entre la politique, ou l'Administration, et l'activité économique concrète. Il n'est personne en France qui, à l'heure actuelle, conteste l'utilité de tels liens.

# L'ACTIVITÉ DE LA CHAMBRE



**S**OUS la présidence de M. Jean Ponsot, notre vice-président, la Chambre a organisé le 14 octobre un déjeuner en l'honneur de M. Pierre Balmain, couturier de Paris, qui assistait au Festival de France organisé par les grands magasins Eaton. Au Ritz Carlton, devant une nombreuse assistance rehaussée pour la première fois de la présence des dames, M. Balmain a évoqué quelques souvenirs de sa brillante carrière et commenté avec esprit et humour certains aspects de son métier.

*"For inspiration I return to the supreme elegance of Eighteenth Century France", said Paris couturier Pierre Balmain. "Too much of what we have today in the way of fashion is commercialized and sensational. As for me, I often see my creations as they would look on a duchess of la belle époque. That is real elegance, the kind that does not fade... I see no reason for the invasion of the fashion field by what has been called "planned obsolescence". There is no reason why a woman should discard her entire wardrobe every season. Naturally there should be some changes made. New combinations of old and new. But not the slavish obedience to this year's mode, that is the result of a regrettable tendency to commercialize the world of beauty and elegance. The same applies for the shape of women. I look for a classic shape in women and try to bring it out in my dresses without dissortion. And although the dress should hold its architectural form when still, I make allowance for movement."*



2055, RUE FAVARD

Spécialités pharmaceutiques

MONTRÉAL 22

# LA RECHERCHE OPÉRATIONNELLE

par ROBERT STOCK

*Tout le monde en parle, mais qui sait au juste en quoi elle consiste ? Nous avons demandé à M. Robert Stock de nous en donner un aperçu. M. Stock, qui a la réputation d'être l'un des meilleurs mathématiciens du Canada, est professeur, chef du service des mathématiques et de recherche opérationnelle à l'École des Hautes Études Commerciales de Montréal.*

Il n'est certes pas surprenant qu'une revue comme celle-ci tente de situer en quelques mots cet ensemble plus ou moins complexe qui se nomme couramment recherche opérationnelle. C'est, qu'en effet, s'il reste admissible qu'un chef d'entreprise en soit encore aujourd'hui au stade d'information sur le sujet, il faut aussi reconnaître que le temps va commencer à le presser.

La recherche opérationnelle s'est tout d'abord appliquée à l'organisation militaire — qui lui a donné sa poussée initiale et son appellation — pour ensuite passer à l'entreprise, qui se trouvait précisément à lui poser les mêmes types de problèmes qu'elle avait appris à si bien résoudre. Née en Grande-Bretagne, au tout début de la dernière guerre, elle s'était vue confier un problème grave, général et pressant : trouver la meilleure de toutes les solutions possibles quant à la destination, à l'utilisation et à l'accroissement des ressources militaires et civiles du pays. Et c'est à l'équipe de savants et de praticiens recrutée pour la circonstance, empruntés aux milieux de disciplines les plus diverses, qu'est revenu le rôle de constituer le centre de préparation de la décision à l'échelon supérieur, lié, en termes militaires, à l'expression "operations research". Pour ne prendre qu'un exemple, une telle recherche pourra porter sur le groupement, les mouvements, la synchronisation des diverses unités navales et marchandes, de façon que la probabilité de rencontre avec les sous-marins ennemis soit maximum pour les uns, minimum pour les autres. Il est manifeste qu'il existe une multitude de voies à suivre, chacune entraînant ses propres risques et ses possibilités de succès, mesurables en termes de probabilités, et on conçoit que l'on ait pu songer à l'emploi de moyens scientifiques pour résoudre ce problème d'optimisation.

Cependant, une restriction importante s'impose s'il faut comparer la supériorité théorique de la solution scientifique sur la solution par intuition. Celle-là ne devient praticable qu'à la condition expresse d'être dotée de moyens assez puissants, sous le rapport de la vitesse d'exécution, pour qu'il lui soit possible de formuler la solution optimum en un temps utile. Or, la chose a été rendue brusquement possible grâce à d'immenses progrès réalisés tout récemment dans l'ordre des mathématiques pures, d'une part, combinés, d'autre part, avec la rapidité que rend maintenant possible le calculateur électronique quant à l'exécution d'une masse de calculs.

Les Etats-Unis n'ont pas tardé à donner la réplique à la Grande Bretagne, sous le rapport d'un service de "operations research", aussitôt leur entrée en guerre.

Les problèmes de l'entreprise, lorsque celle-ci se trouve aux prises avec les difficultés de la concurrence, ne sont pas à tel point différents des problèmes militaires de notre époque qu'il y ait lieu d'être surpris d'avoir vu passer au service de l'entreprise tout l'ensemble des procédés de la recherche opérationnelle, nés eux-mêmes, perfectionnés et développés sous l'empire de besoins pressants. Et c'est ce contre-coup de la guerre qui vient de

produire dans la technique de l'administration de l'entreprise le changement radical que nous connaissons : un changement tel qu'il a pour effet de faire rapidement disparaître le type de chef d'entreprise dont la raison d'être est liée à l'intérêt pécuniaire qu'il a dans celle-ci, pour lui substituer un type professionnel d'administrateur. On pourra regretter que l'empirisme et l'intuition, qui avaient été seuls jusqu'ici à tracer la ligne de démarcation entre le succès et l'échec, viennent ainsi à céder le terrain. Car, il faut l'avouer, l'application des méthodes scientifiques ne saurait prétendre au panache qui s'attache à la spontanéité en matière de décision. Mais une chose est certaine : une fois implantées dans un milieu donné les méthodes qui permettent d'atteindre à la décision optimum, il n'est plus possible de reculer. Et qu'il soit dit en passant, d'ailleurs, qu'il est faux de penser que la grande entreprise, seule, est susceptible de bénéficier de la recherche opérationnelle, ou seule à devoir s'y plier sous l'effet de la concurrence.

Qu'est donc la recherche opérationnelle ? A vrai dire, il ne serait guère opportun d'entreprendre ici d'en donner une définition; mais disons plutôt que la recherche opérationnelle a pour objet la planification scientifique des opérations de l'entreprise, et cela, au niveau qui doit englober celle-ci dans tout son ensemble. En d'autres termes, son objet est donc la préparation scientifique de la décision administrative au niveau le plus élevé. Ainsi, la recherche opérationnelle ne traitera pas d'un problème d'inventaire ou de transport sans le lier à tout l'ensemble des préoccupations des divers services de l'entreprise. Le problème qui consiste, pour l'entreprise manufacturante en divers points du territoire des produits qu'elle doit acheminer ensuite vers divers centres de consommation, à fixer quels points de production doivent ravitailler chacun des centres de consommation, et par quelle quantité, en est un de recherche opérationnelle à la condition qu'on ne limite pas le problème à la seule question du transport. Dans un cas comme celui-ci, le problème du transport ne peut se dissocier de celui de la production. A commencer par là, il s'agirait donc de trouver, parmi les innombrables solutions possibles, celle qui établit le compromis optimum entre le coût du transport — variable selon les centres de production et de consommation envisagés respectivement deux à deux de toutes les manières possibles — et le coût de fabrication — variable avec le centre de production, compte tenu du travail supplémentaire. Tel est le cas de la Cie Heinz, réputée en particulier pour l'usage continuels qu'elle fait de la recherche opérationnelle appliquée à une situation qui lui revient manifestement.

Par contre, le contrôle qui s'exerce pour maintenir la qualité d'un produit manufacturé, ou encore la recherche qui se fait dans le but de l'améliorer, n'est pas de la recherche opérationnelle.

Qui dit recherche opérationnelle dit un mélange indissociable d'applications de l'outil mathématique et des vues de toutes natures qu'il faut avoir sur le fonctionnement de l'entreprise en général : économiques, comptables et

administratives, restrictions légales et de relations humaines, etc. De plus, le calculateur à grande vitesse — calculateur électronique si l'on veut l'appeler ainsi — est un complément pratiquement indispensable. Les problèmes que traite la recherche opérationnelle, si on veut les rattacher à une préoccupation principale, vont depuis celui du transport, qui vient d'être cité, à celui qui lie le niveau des stocks à la production et à la stabilité de l'emploi, en passant par le problème des files d'attente aux comptoirs ou aux stations de service, ou de la stratégie en matière de soumissions pour fournitures, pour n'en citer que quelques-uns.

D'une façon sommaire, et peut-être exagérément raccourcie, on peut se représenter qu'une application de la recherche opérationnelle commencera, après une étude détaillée de la situation, par créer un modèle mathématique à l'image de l'entreprise. Celui-ci peut consister en un système d'équations et de fonctions qui doivent traduire l'interdépendance des diverses variables mesurables dont dépend le fonctionnement de l'entreprise. Si le modèle répond bien à son objet, il doit permettre de calculer, par exemple, l'augmentation ou la diminution du coût qui résulterait d'une variation déterminée, et dans un sens déterminé, de l'une ou de plusieurs des variables. On peut d'ailleurs vérifier l'efficacité du modèle sous ce rapport en l'utilisant pour prédire d'une façon rétrospective des situations qui se sont réalisées dans le passé de l'entreprise. Ensuite, on devra être en mesure de faire rendre à ce système d'équations et de fonctions sa solution optimum, aussi bien que ce soit par l'emploi de procédés purement analytiques ou par voie d'itération.

Pour préciser les idées quant à la nature des problèmes qui se peuvent traiter ainsi, il semble approprié de prendre un exemple vraisemblable et simple. Soit donc proposée la situation suivante.

Une entreprise, dont la fabrication porte sur quatre articles différents, fait présentement ses prévisions pour sa prochaine période de production. Chacun des quatre articles, P, Q, R, S, peut se fabriquer en employant indistinctement l'un ou l'autre de trois plastiques différents, A, B, C. L'entreprise dispose d'un certain approvisionnement de ces derniers, lequel approvisionnement ne peut être renouvelé au cours de la période en question. Imaginons que, de ce fait, les quantités disponibles soient de 1.800, 2.800 et 3.800 livres respectivement pour les trois plastiques.

La quantité de plastique rentrant dans la fabrication de chacun des quatre articles varie selon la nature du plastique employé, et le tableau suivant fait connaître l'état des choses sous ce rapport :

	P	Q	R	S
A	1.4	3.5	7.0	4.2
B	1.8	4.0	6.4	4.0
C	2.0	3.2	5.3	4.8

On doit ainsi comprendre que la fabrication de l'article P, en employant le plastique A, demande 1.4 livres de celui-ci par unité. Et ainsi de suite.

Le bénéfice brut sur chaque unité produite varie selon le plastique utilisé pour sa fabrication et, pour fixer les idées, imaginons qu'il réponde aux indications de la table suivante :

	P	Q	R	S
A	3.8	9.7	15.5	10.6
B	3.3	7.0	11.5	7.2
C	6.5	9.8	16.1	14.3

d'après laquelle on doit comprendre que le bénéfice brut est de \$3.8, par unité, lorsque l'article P est fabriqué avec le plastique A. Et ainsi de suite.

D'autre part, les conditions du marché amènent l'entreprise à décider de ne pas dépasser une fabrication de 800, 400, 300, 400 unités, respectivement, pour les quatre articles P, Q, R et S. Par contre, il reste à prévoir des commandes possibles de la part de certains clients qu'il ne faudrait indisposer à aucun prix. Dans ces dernières perspectives, et même au cas où il serait avantageux de suspendre la fabrication de l'un des articles, il est décidé de produire un minimum de 300 articles P et de 150 articles S.

Un tel problème en est un dont pourra facilement se charger la recherche opérationnelle. En appliquant celle-ci, on pourra décider en connaissance de cause de l'allocation des matières premières, on saura quels articles, faits de tel plastique, ne sont pas à fabriquer, on saura de quels autres on doit pousser la production, et de façon à amener le bénéfice brut optimum, tout en tenant compte des diverses restrictions imposées à la production. La définition du bénéfice optimum pourrait d'ailleurs être tout autre que celle dont on se contente ici.

Quant à la solution à laquelle donne lieu le problème, elle conduit à un modèle mathématique facile à construire, et qui fait intervenir, pour le moins, les douze variables dont les valeurs respectives sont à déterminer. A savoir qu'il s'agit en effet de déterminer les quantités de chacun des quatre articles qui sont à fabriquer avec chacun des trois plastiques disponibles. Or, si ce n'étaient les progrès récemment réalisés quant aux méthodes de résolution, et alors même que le présent modèle doit être considéré comme simple, il ne saurait être question de résoudre la masse des systèmes d'équations qu'il implique. Même le calculateur électronique, en dépit de sa foudroyante vitesse de calcul, refoulerait devant la besogne. Sans doute cette sorte de problèmes existait auparavant; mais il fallait renoncer à trouver la solution optimum, faute de moyens appropriés. Et c'est grâce aux progrès récents d'une certaine technique, qui tient d'ailleurs une large place dans la recherche opérationnelle, qu'il est maintenant possible de résoudre le problème, d'une façon praticable si l'on ne dispose que de moyens de calcul limités, en quelques minutes à l'aide d'un calculateur électronique.

On aura remarqué que l'énoncé du problème qui vient de nous servir d'exemple n'aurait rien gagné s'il avait fallu, dès le début, mentionner toutes les restrictions possibles. Ainsi, peut-on prévoir que la fabrication de l'un des articles, fait de l'un des plastiques, devra être suspendue si le nombre des unités à produire tombe au-dessous d'une certaine limite ou, tout au moins, faudra-t-il que les données soient alors révisées quant aux frais de fabrication. Quelles que soient ces restrictions, le problème n'en demeurerait pas moins un problème de recherche opérationnelle.

Avant de terminer, revenons sur une considération déjà signalée, à savoir que la recherche opérationnelle ne saurait s'intéresser à un problème s'il n'embrasse l'entre-

(Suite à la page 26)

# LE TRANSPORT AÉRIEN ET LES RELATIONS EXTÉRIEURES

par BERTRAND D'ASTORG

*L'expansion extraordinairement rapide des transports aériens soulève de multiples problèmes sur tous les plans, humains, politiques, économiques, financiers, etc. M. B. d'Astorg, adjoint au directeur des Relations Extérieures de la Compagnie Air France, à Paris, évoque quelques uns dans la causerie suivante, prononcée le 24 octobre dernier, à une réunion conjointe de la Société Canadienne des Relations Extérieures et du Publicité Club, et dont nous reproduisons de larges extraits.*

Je ne vous ferai pas l'injure de définir ce que sont les relations extérieures et m'en abstiendrai d'autant plus volontiers que je serais, comme tous mes collègues, bien embarrassé d'en donner une définition à la fois complète, claire et indiscutable. Je vous rappellerai simplement que par la nature même de notre industrie, les relations extérieures de tout transporteur aérien se développent sur deux plans : le plan mondial et le plan qui lui est propre.

Le plan mondial, car toutes les compagnies de transport régulier se retrouvent groupées au sein de l'IATA, dont je n'ai pas besoin ici d'expliquer les initiales puisque vous les connaissez, quand ce ne serait que parce que le siège central de l'association est à Montréal. De telle sorte qu'il me plaît de souligner que, pour nous transporteurs aériens, Montréal est vraiment comme la capitale fédérale de nos états respectifs où viennent s'apaiser nos rivalités et nos querelles et d'où partent ces décisions communes qui ont fait du transport aérien dès l'origine, dès 1919, une activité pensée, organisée internationalement afin qu'elle s'épanouisse dans un climat de concurrence certes mais non d'anarchie et selon des normes où puisse être constamment défini, voire imposé à son plus haut niveau notre impératif premier : la sécurité du transport.

Je dois donc dire d'abord l'aide que nous recevons de l'IATA - Montréal, sous forme de bulletins de nouvelles, brèves chroniques, statistiques mondiales, extraits de presse, choisis dans les journaux du monde entier et vous serez heureux de savoir que souvent ces extraits viennent de la presse canadienne, preuve de l'intérêt de celle-ci pour les grands problèmes internationaux. A notre tour, nous rediffusions par nos bulletins d'information ou nos communiqués, celles de ces nouvelles que nous jugeons susceptibles d'intéresser nos presses nationales.

Mais nous ne rediffusions pas, pour notre part, sous forme d'une traduction littérale, parce que les habitudes de penser ou d'écrire de l'Europe Occidentale sont différentes de celle qui s'expriment en anglais; parce que les modes d'attaque, les voies d'approche pour rendre compte d'une situation générale sont différentes. Et nous avons été même plus loin dans cette affirmation de notre spécificité européenne : nous nous sommes groupés, tous les responsables des relations extérieures des compagnies européen-

nes, dans un organisme consultatif reconnu officiellement au sein de l'IATA et intitulé EUPRAC : European Public Relations Advisory Committee, qui se réunit une fois par an (Paris, Zurich, Hambourg, Palma de Majorque, Beyrouth cette année) et qui envisage sous quel angle européen particulier aborder les grands problèmes posés à tous : relations avec la presse, bruit sur les aéroports, action auprès des écoles et des jeunes, conduite à tenir en cas d'accident chez soi ou chez les autres. Et à ce propos, conduite à tenir, il est inutile de souligner que précisément le code moral de l'EUPRAC est basé sur la loyauté mutuelle et le respect de l'autre, surtout lorsqu'un accident endeuille sa compagnie.

Voilà donc les deux cercles, mondial et européen, du centre desquels la compagnie nationale française va développer ses relations extérieures, c'est-à-dire proposer les éléments de l'image qu'elle juge juste et utile que les autres se forment d'elle. Les autres ? Ici, vous reconnaissez la question qui est le cauchemar des écrivains lorsqu'un enquêteur littéraire leur demande : "Pour qui écrivez-vous ?" "Pour moi et c'est assez" répond le poète, toujours plein de lui-même. Mais les responsables de relations extérieures, comme les publicistes, ne peuvent s'en tirer



Le Boeing "Jet"

par un paradoxe. C'est à la base même de leur action qu'ils doivent pouvoir répondre à la question : "Pour quel public travaillez-vous ?"

Dans une compagnie de transport aérien, la première réponse est : pour notre clientèle, nationale ou étrangère, présente ou à venir. Mais si cette compagnie par son activité mondiale, par sa présence dans les cinq continents, par sa desserte de territoires tropicaux et sous-équipés se propose des buts qui dépassent les simples techniques du transport et la seule recherche de bénéfices commerciaux, ce n'est plus à sa clientèle qu'elle s'adresse seulement, c'est à l'opinion publique qu'elle a pour tâche d'informer, c'est à sa communauté nationale qu'elle doit rendre compte. A cette hauteur, tout se tient, tout s'épaule fraternellement, et vous comprendrez ici dans ce pays où vous luttez pour la langue de vos pères, qu'il n'est pas sans signification que, voici un mois, quinze délégations de républiques africaines indépendantes soient arrivées à New York par les ailes d'Air France avant de prononcer leur discours d'introduction à l'ONU dans la langue française. Et il ne faudrait pas me pousser beaucoup, en référence à la langue non plus parlée mais écrite, pour me faire dire qu'existe une mystérieuse relation pour tout écolier d'Afrique française entre nos ailes et sa plume : car l'avion fait partie au même titre que le langage, d'un patrimoine commun. Comme le langage, il est un instrument de transmission, de communication; il est un élément des relations humaines.

Et c'est ici que je voudrais vous dire que par comparaison avec plusieurs d'entre vous, nous sommes, nous, dans le transport aérien, des privilégiés par la richesse même des thèmes et des images que nous propose quotidiennement notre industrie.

Car nous sommes, d'abord, une industrie en pleine expansion depuis 1945 : certes, au cours de l'année 1958 nous avons senti les effets de la récession internationale.



#### **Oval Room:**

Somptueusement décoré dans le style "Adam"  
Déjeuner et dîner  
Fameux buffet-souper tous les dimanches soirs

#### **Lounge:**

Cocktails et thé l'après-midi

#### **Maritime Bar:**

Spécialité: poissons

#### **Ritz Cafe:**

Petit déjeuner, déjeuner et dîner  
à prix modérés

1959 a été une année de reprise, une nouvelle marche en avant. Sir William Hildred a pu annoncer, le mois dernier à Copenhague, que les compagnies IATA étaient en passe de transporter en 1960 plus de 100,000,000 de passagers; elles en avaient transporté 31,000,000 en 1950, soit un gain général de 69,000,000 de clients en 10 ans. Pour l'année 1959, les taux d'accroissement ont été de 14% en passagers kilomètres, de 16% en tonnes kilomètres de fret; de 11% en tonnes kilomètres de poste. Et sur le seul Atlantique Nord, les lignes drapeaux, ont connu en 1959 des taux d'accroissement encore meilleurs : plus de 19% pour les passagers, plus de 45% pour le fret, plus de 15% pour la poste. C'est vous dire quelle importance essentielle a pour toutes les compagnies transatlantiques, le vaste mouvement de tourisme de la Nord Amérique vers l'Europe, ce pèlerinage aux sources que vous, clients canadiens, accomplissez vers la Grande Bretagne ou la France.

Notre tâche de relations extérieures est également facilitée de ce que nous sommes, chacun pour notre pays, un service public quelle que soit la nature de nos liens, distants ou resserrés avec nos états. Service public, parce que nous prolongeons la santé publique dans les transports de secours d'urgence, nous prolongeons les organismes d'état par le transport de passagers officiels et nous nous bouchons pudiquement les oreilles lorsque des indiscrets s'avisent dans les parlements de vouloir contrôler le nombre de ceux-ci. Service public, enfin, au plan politique parce que chaque compagnie, au moins européenne, exprime par le dessin de son réseau la vocation réelle de son pays. Vocation transatlantique nord de la Grande Bretagne, la seule capable d'opposer aux compagnies mastodontes américaines, un nombre égal de services parce qu'elle trouve de ce côté-ci de l'Atlantique la masse innombrable des petits fils d'origine Anglo-Saxonne; vocation mondiale de négoce des Hollandais ou des Scandinaves, qui travaillent durement pour que leurs avions retrouvent dans les airs cette liberté de la haute mer que leurs vaisseaux hanséatiques avaient conquise; vocation complexe de la France que traduit le réseau d'Air France, vocation internationale qui l'amène dans presque toutes les capitales du monde et qu'elles voudrait aujourd'hui repenser à l'européenne en s'associant avec ses voisins d'Italie, d'Allemagne et de Belgique; vocation méditerranéenne, vocation africaine qui lui a fait développer ses réseaux locaux de brousse ou de forêt vierge aux Antilles et en Guyane, en Afrique Occidentale, en Afrique Centrale, à Madagascar; ses réseaux de sable enfin, en armant une flotte considérable au service de l'aventure saharienne.

Mais ces vocations nationales, les compagnies de transport aérien jouissent encore d'un autre prestige, lorsqu'elles sont appelées à les dépasser dans ces moments de solidarité humaine où le devoir est d'affronter les coups d'une nature aveugle ou la folie, non moins aveugle, d'autres hommes. Car, c'est aux flottes aériennes que font appel les organismes gouvernementaux ou supra-gouvernementaux comme la Croix Rouge, parce qu'elles ont seules la possibilité de concentrer, presque dans l'instant, les moyens de secours ou d'évacuation. Il faut avoir vécu dans une compagnie aérienne la tragédie d'Agadir ou du Congo Belge ou du Chili, il faut avoir tourné au dessus des pistes d'Agadir sans pouvoir se poser, tant elles étaient surchargées d'avions venus de toutes parts, pour savoir comment les gens de l'air ont repris aux gens de la mer leur code de solidarité, ici envers les naufragés de la terre ferme. Il n'est plus besoin alors de solliciter les photographes de presse ou d'actualités pour que ces efforts trouvent leur récompense dans des images souvent poignantes, mais où l'avion, dans le fond, dresse sa masse secourable.

(Suite à la page 29)

# SITUATION ET PERSPECTIVES DES INVESTISSEMENTS

par H. MHUN

*C'est l'époque des bilans de fin d'année. Dans cette perspective nous reproduisons ci-dessous le texte d'une conférence faite par H. Mhun, économiste-conseil, sous les auspices de l'American Marketing Association.*

Il est difficile de parler des investissements sans rappeler brièvement la place de premier plan qu'ils tiennent dans l'expansion économique du Canada.

Depuis la fin de la guerre, ils représentent de 20 à 25% du produit national brut et ont même atteint près de 28% en 1957 — année record. De 1956 à 1959 ils se sont élevés en moyenne à \$8 milliards et demi par an. C'est l'un des taux les plus élevés, sinon le plus élevé, du monde occidental. Il est de 50% supérieur à celui des Etats-Unis où les investissements ont formé ces dernières années 18% environ du produit national brut.

Qu'elles soient cause ou effet, les dépenses d'équipement constituent l'un des principaux facteurs de progrès économique. C'est particulièrement vrai au Canada depuis 1940. Cette période a été marquée en effet par une industrialisation intense. Industrialisation du secteur primaire : d'importantes entreprises d'exploitation et de transformation de matières premières ont été créées ou étendues : le pétrole, le gaz naturel et le minerai de fer par exemple. Industrialisation du secteur secondaire : les entreprises manufacturières se sont considérablement multipliées. Enfin, développement parallèle, sur le plan de la distribution et de la consommation, de services de toutes sortes. Cet équipement intense a absorbé des capitaux énormes, et même si le rythme des investissements tend à fléchir depuis quelque temps, il n'en demeure pas moins élevé et constitue toujours un facteur essentiel de soutien de l'activité.

Ce rappel étant fait, voyons comment les investissements ont évolué. Un bref retour dans le passé est nécessaire pour savoir où l'on en est et où l'on va. Tout se tient. La vie économique, comme la vie tout court, est un phénomène de création continue.

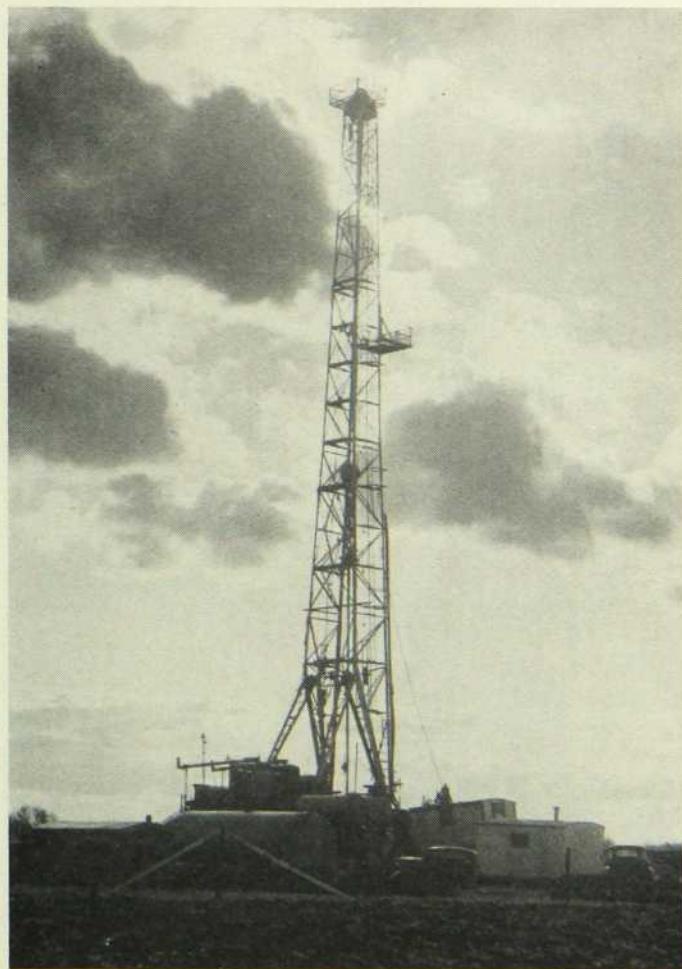
Ils ont constamment progressé depuis la crise des années 30 — depuis 1933 exactement, et ont touché leur niveau maximum en 1957. Pendant dix ans, de 1947 à 1957, leur progression a été extraordinaire; ils ont plus que triplé. S'ils ont fléchi en 1958 et se sont légèrement redressés en 1959, leur montant total ne s'en maintient pas moins depuis trois ans à un palier inférieur à celui de 1957. Ils marquent le pas. Mais — c'est un point qu'il faut souligner — par rapport à la production nationale, leur importance diminue. En 1957, comme je l'ai mentionné, ils représentaient presque 28% du produit national brut; ce pourcentage tombe à 25% en 1958 et 23% l'année dernière.

Donc, première constatation : les investissements tendent à se stabiliser depuis la récession 1957-58 et jouent un rôle moins déterminant, moins décisif dans l'activité. Deuxième constatation; leur orientation change. Depuis 1957, dans l'industrie ils ont fléchi ou plafonné suivant les cas, rarement progressé. Par contre, les investissements de caractère social ou administratif (logements, écoles, hôpitaux, etc.) qui sont dans une large mesure engagés ou soutenus par les pouvoirs publics, se sont accrus. Il en est de même de ceux du secteur dit "tertiaire", soit les services, le commerce, les banques, etc. Notons ici que les investissements publics sont pour une grande part improductifs : ils stimulent relativement moins l'économie.

Le ralentissement des dernières années s'explique par deux causes essentielles : l'excédent de capacité de l'industrie canadienne et l'abondance des approvisionnements dans le monde. Il convient de s'y arrêter un instant car ces deux facteurs conditionnent toujours dans une grande mesure la situation actuelle et les perspectives à court terme.

Le Canada s'est considérablement équipé depuis vingt ans. La période d'après-guerre s'est caractérisée par une conjoncture de pénurie et une très forte demande domestique et étrangère, différée par le conflit. Les grandes puissances industrielles européennes et le Japon remettaient sur pied leur économie détériorée par la guerre et n'étaient pas encore redevenus des concurrents sérieux.

Pendant une quinzaine d'années, le Canada s'est donc trouvé dans une situation exceptionnellement favorable. Il n'y avait qu'à fabriquer et vendre, sans avoir trop à considérer le coût de production, de sorte que certaines industries se sont suréquipées. On a été parfois trop vite; je



Forage d'un puits de pétrole en Alberta

pense notamment à l'uranium et à Elliott Lake, ville modèle qui est en train de devenir une ville fantôme. Aussi, le potentiel de production des usines, et d'une façon plus générale l'équipement, sont-ils de nos jours suffisants dans l'ensemble pour répondre à la demande intérieure et extérieure. Les programmes d'agrandissement pressent moins.

D'autant moins qu'avec l'accroissement rapide de la production européenne et japonaise, — sans parler des produits russes qui commencent à nous concurrencer — on est passé graduellement de la pénurie à l'abondance. Les structures économiques ont beaucoup changé dans le monde. Les pays sous-développés eux-mêmes s'industrialisent. Dans cet équilibre toujours précaire entre l'offre et la demande, les approvisionnements de matière premières (notamment de métaux et de pétrole dont le Canada est gros producteur et exportateur), sont devenus très amples. Au milieu de cette concurrence très vive, qui se manifeste sur les marchés internationaux et sur son propre marché, le Canada, qui produit souvent à des prix de revient élevés, n'est plus toujours dans une position particulièrement favorable. Dans une conjoncture aussi concurrentielle, les investissements de capitaux ont continué cette année de plafonner. L'enquête annuelle du Ministère fédéral du Commerce et de l'Industrie, menée l'hiver dernier auprès de 16.000 entreprises privées et organismes publics, prévoyait des dépenses de \$8.770 millions en 1960; toutefois, ce chiffre a été révisé dans le sens de la baisse, au début de l'été, à \$8.712 millions. Ce montant, s'il est effectivement atteint, représentera un gain minime de 3,5% sur l'année dernière, mais il restera inférieur au record de 1957. Je ne serais pas surpris que le résultat soit en définitif inférieur aux dernières prévisions de juin, car les raisons qui ont amené les chefs d'entreprise à revoir leur programme dans le sens d'une contraction se sont maintenues depuis. Elles se sont même plutôt aggravées.

Quelles sont-elles? Surtout l'incertitude de la situation qui se traduit chez l'homme d'affaires, à tort ou à raison, par une baisse d'optimisme et de confiance. Tous ceux qui voyagent un tant soit peu en sont frappés. L'année n'a pas tenu en effet ce qu'elle promettait et le climat s'est détérioré. Pour la première fois depuis le début de 1957, le produit national brut a baissé au second trimestre par rapport au premier qui marquait déjà un temps d'arrêt. Le chômage s'est aggravé en plein été et depuis sa montée a été exceptionnellement forte. Les plus récentes statistiques d'activité de l'automne ne sont guère plus encourageantes. Les ventes et les bénéfices, surtout ceux des entreprises du secteur des produits durables, s'avèrent plutôt décevants. Et je pourrais multiplier les exemples. Compte tenu de la hausse des prix et de l'accroissement démographique, le volume de la production per capita ne sera probablement pas supérieur cette année à celui de 1956.

Telle est brièvement la situation en cette fin d'année. Quel sera l'avenir à court terme? Il est difficile, sinon impossible, de répondre convenablement à cette question en quelques minutes. L'évolution des investissements dépend en effet d'un très grand nombre d'éléments dont l'analyse exigerait de longues recherches. Ils sont à la fois économiques, politiques, techniques, monétaires et psychologiques; ils concernent aussi bien le Canada que les États-Unis et le monde entier; ils sont liés à l'action des entreprises privées et à celle des pouvoirs publics. Bref, les perspectives mettent en jeu l'ensemble des facteurs complexes qui déterminent l'activité économique. C'est dire qu'elles comportent beaucoup d'impondérables. Les événements se chargent souvent de nous apporter des démentis et nous donnent des leçons d'humilité et de modestie...

Pour ma part, je n'envisage aucun changement majeur susceptible d'accroître en 1961 le rythme actuel des investissements. La plupart des facteurs qui l'ont ralenti ces derniers temps continueront probablement de se manifester l'an prochain tout au moins au premier semestre. La phase actuelle de stabilisation a les plus grandes chances de se poursuivre encore pendant quelque temps. Au total, les dépenses d'équipement devraient se situer en 1961 à un niveau comparable, sinon inférieur à celui de cette année. Elles continueront donc de soutenir l'activité, mais elles ne la stimuleront pas.

Pourquoi? Il existe encore dans beaucoup d'industries canadiennes un excédent de capacité inemployé. Sans doute, cette marge improductive est-elle moins forte qu'il y a un an ou deux, mais elle n'en subsiste pas moins. L'aluminium travaille en ce moment à 75% environ de son potentiel, la sidérurgie à 85% et la production de pétrole brut à 50%; je ne prends que quelques industries-clé mais ces exemples pourraient être étendus. Comme par ailleurs il y a toujours surproduction dans un bon nombre de secteurs, notamment les matières premières, il faudra quelque temps encore pour résorber cet excédent inutilisé. En 1961, la plupart des industries canadiennes pourront faire face à l'accroissement de la demande avec leur équipement actuel; quant aux programmes d'expansion à moyen et à long termes, ou bien ils ont déjà été exécutés dans une large mesure ou encore beaucoup de dirigeants de sociétés attendent avant de s'engager de voir comment la conjoncture va évoluer. Le taux d'expansion de l'économie canadienne des dix prochaines années étant probablement plus faible que celui des dix dernières, il y a beaucoup moins d'urgence à pousser les investissements. Il n'est pas jusqu'à l'intégration économique de l'Europe avec son fu-

(Suite à la page 28)

**MARQUES DE COMMERCE**

**BREVETS D'INVENTION  
EN TOUS PAYS**

**MARION, MARION  
ROBIC & BASTIEN**

(Fondée en 1892)

**2100, rue Drummond  
Montréal 25**

**Téléphone: AVenue 8-2152**

**LANCÔME**

**PRODUITS DE BEAUTÉ  
ET PARFUMS**

**Agents: COSMEX LIMITÉE  
MONTRÉAL**

# LA FOIRE INTERNATIONALE DE MONTRÉAL

*La quatrième foire internationale de Montréal, qui s'est tenue au Palais du Commerce du 25 octobre au 5 novembre, a marqué un très net progrès par rapport aux précédentes, tant en ce qui concerne les produits exposés que leur présentation. Inaugurée officiellement par l'honorable André Rousseau, ministre du Commerce et de l'Industrie de la province de Québec, elle a été animée par diverses manifestations. Le 26 octobre, à l'occasion de la "journée française", M. Francis Lacoste, ambassadeur de France au Canada, a prononcé l'allocution suivante :*

Beaucoup d'entre vous, et moi aussi, étions en ces lieux en 1959, à pareille époque, pour des cérémonies analogues à celles auxquelles nous avons procédé hier et aujourd'hui. Nous pouvons donc confronter ce que nous avons sous les yeux avec nos souvenirs de l'an passé. Et, de cette comparaison, jaillit l'évidence d'un progrès.

Je demande aux autorités de la Province la permission de les en féliciter; et, au nom des exposants de France, heureux de profiter d'un cadre non seulement plus ample, mais manifestement meilleur, je remercie le Président de la Foire de l'effort énorme qu'il a déployé pour parvenir à ce succès.



**M. Francis Lacoste en compagnie de MM. Vibien et Treuil, conseillers commerciaux, devant un stand de textiles.**

Si l'on veut bien me passer un mot d'argot de ma ville natale, je dirais que Monsieur Letendre est "un dur". Et, en dépit de cette première assertion, je n'hésite pas à ajouter que M. Letendre est comme les femmes : ce qu'il veut, Dieu le veut.

\* \* \*

Représentant de la France, et vous accueillant ici ce soir au nom de son commerce et de son industrie, je suis heureux de vous faire remarquer que ces deux branches maîtresses de son activité économique ont bien montré l'intérêt qu'elle porte à cette Exposition dans la Métropole canadienne, et qu'à cet intérêt, les pouvoirs publics ont répondu avec une particulière générosité.

La superficie que couvrent les stands français est quatre fois supérieure cette année à ce qu'elle était l'an dernier.

Je rends grâce aux autorités canadiennes pour l'étendue de cet espace — et à mes compatriotes pour l'avoir si bien rempli.

Parmi ces derniers, je mentionne en premier lieu les agents et importateurs de produits français installés en permanence au Canada; conscients du brillant avenir de ce Pays, comprenant la nécessité d'une prospection commerciale vigoureuse et continue, ils ont fait leur part. Mon seul regret est qu'ils ne soient pas plus nombreux. Ils pourraient l'être. J'espère que beaucoup parmi ceux qui ont dû s'abstenir cette fois seront présents l'an prochain.

Je veux ensuite remercier les exportateurs qui sont venus de France pour l'exposition. Les frais qui leur incombent sont plus élevés que ceux qui échoient aux maisons déjà établies au Canada. Et, pour eux, l'incertitude des résultats est inévitablement plus grande. Leur mérite l'est aussi, et je souhaite qu'ils soient récompensés.

Je le souhaite, et je m'y attends. Ils ont été audacieux — la fortune leur sourira.

\* \* \*

Il faut qu'elle leur sourie. Il le faut parce que le volume des échanges entre nos deux Pays est encore très gravement insuffisant.

Lorsque je suis arrivé à Ottawa, il y aura 5 ans le mois prochain, la France ne fournissait au Canada que 7 millièmes de ses importations. C'était vraiment dérisoire.

Aujourd'hui, nous sommes à 1%. C'est mieux, mais c'est encore paradoxalement bas. Que le Canada fasse avec les Etats-Unis plus des 2/3 de son commerce étranger, la proximité et la puissance du marché voisin l'expliquent. Qu'il réserve au Royaume-Uni 10% de ses relations extérieures, l'histoire, la tradition, les liens particuliers qui unissent les pays du Commonwealth aident à le comprendre.



**M. André Rousseau, ministre du Commerce et de l'Industrie de la province de Québec et M. Francis Lacoste, face à un stand de vins.**



**Le stand de l'Association des Jeunes Français.**

Mais n'y a-t-il pas aussi maintes raisons pour justifier un plus large volume d'échanges entre la France et le Canada, et, plus particulièrement, avec cette Province ?

Avec mes excellents collaborateurs, M. Treuil, Chef des Services de l'Expansion Economique au Canada, et M. Vibien, Conseiller Commercial de France en cette ville, qui ont tous deux si efficacement favorisé la réussite d'aujourd'hui, avec M. Charlois, qui règne sur l'Ontario et sur l'Ouest, j'ai souvent cherché pourquoi nous ne faisons pas mieux, comment nous pourrions mieux faire. Ils croient, comme moi, qu'une prospection plus active, par les exportateurs eux-mêmes, du marché canadien, doit inévitablement conduire à un élargissement de nos débouchés sur ce terrain si prometteur.

Mais, pour cela, il faut audace et persévérance. Il faut que nos grandes sociétés, qui ont fait des merveilles de renouvellement et d'expansion en France, apprennent à prendre le chemin du Canada. Les Services de l'Expansion accueilleront, guideront, aideront leurs délégués, que ceux-ci viennent en mission temporaire, ou qu'ils fondent des établissements permanents. En saluant ceux qui participent à cette Exposition, je formule le voeu qu'ils reviennent fréquemment, et que quelques-uns, au moins, laissent ici, à demeure, des antennes.

Mais, pour commercer, il faut être deux.

Je ne me réjouirais nullement si nous vendions beaucoup au Canada, tandis que lui vendrait peu à la France. Dans ce domaine, il faut que ce qui fait le bonheur de l'un, fasse aussi le bonheur de l'autre. Un courant d'échanges par trop déséquilibré ne serait pas durable.

Je n'espère donc pas un développement de nos exportations au Canada sans un développement correspondant des exportations canadiennes en France.

\* \* \*

C'est vous dire que le pessimisme qui s'exprime si fréquemment, depuis quelque temps, sur l'avenir des exportations canadiennes à destination de l'Europe Continentale, me préoccupe et m'inquiète.

Certains, parmi vous — et peut-être devrais-je dire : "beaucoup" — craignent en effet que le Marché Commun ne soit une création protectionniste, fatalement appelée à réduire le volume des ventes qu'y effectue le Canada.

Mais, Messieurs, nous pensons sincèrement, en France, que c'est tout le contraire qui doit se produire ! Un Marché Commun de production et d'échanges, comme celui qui est en train de s'édifier, n'a pas pour objet la création d'une antarcie. Ce n'est pas pour qu'il se suffise à lui-même qu'il a été créé. C'est pour que l'unité plus puissante qui en résultera procure à ses membres une vitalité plus grande, et un niveau de vie plus élevé. Nous pensons que ce Marché unique, plus large et plus fort, constituera, pour les produits originaires, notamment, de l'Amérique du Nord, un débouché plus vaste et plus attractif que ne l'était hier la somme des six marchés nationaux avec lesquels vous avez l'habitude de commercer.

Vous ne me ferez tout de même pas croire que le Canada — ou que les Etats-Unis — pays neufs — ont peur des nouveautés !

Déjà le mouvement que je viens de vous annoncer, se trouve amorcé.

Les exportations canadiennes à destination de l'Europe des Six, ont fait, récemment, de remarquables progrès. Si l'on compare les chiffres des 6 premiers mois de 1959 et de 1960, on constate une amélioration de près de 10% des ventes en Allemagne, de plus de 10% des ventes à l'Union Belgo-Luxembourgeoise, de plus de 25% des ventes aux Pays-Bas, de près de 50% des ventes à l'Italie.

En ce qui concerne la France, la proportion est vraiment extraordinaire; les exportations canadiennes y ont presque doublé, passant de 18.000.000 dollars pour le premier semestre de 1959 à 36 millions pour le premier semestre de 1960. Ce progrès est dû à la situation économique très prospère de la France, qui doit importer beaucoup pour alimenter son industrie; et aux mesures libérales qu'elle a prises vis-à-vis de la zone dollar, et qui ont été rapidement utilisées par les producteurs canadiens.

Voilà, Messieurs, des perspectives encourageantes ! C'est dans leur cadre que s'inscrit l'effort encore modeste, mais plein d'espoir, que vous voyez ici dans le sens France, Marché Commun, Canada.

## THE KEY CONSTRUCTION LIMITED

ENTREPRISE DE TRAVAUX PUBLICS  
1070 Bleury Tél.: UN. 1-2775  
MONTREAL (Canada)

TOURISTES CANADIENS  
Voyagez économiquement

## SAINT CHRISTOPHE MOTOR

3, rue SCHEFFER Paris (16e)  
(Trocadéro)

Tél. Kléber 46-26

Grand choix de voitures neuves et occasions récentes

*Garantie de revente ou de rachat*

Adr. Télégraphique: SAINTOR — PARIS

Importateur-Distributeur pour la France  
et l'Union Française des voitures BORGWARD Isabella

# A travers les livres

## SUR LA FRANCE :

Paul Reynaud, "Mémoires", Flammarion, Paris. — Le plus jeune octogénaire de France, toujours anti-conformiste, lutte pour les idées qu'il a défendues au cours de sa longue carrière publique. Tous ceux qui ont suivi la politique française d'entre les deux guerres liront avec intérêt les souvenirs d'un homme politique de premier plan, courageux, clairvoyant, souvent applaudi, mais rarement approuvé.

Alfred Fabre-Luce, "Le plus illustre des Français", Julliard, Paris. — L'un des meilleurs écrivains de la droite française, reconnu pour son indépendance de jugement et son vaste talent, brosse un portrait original du général de Gaulle.

Saint-Germain, "Les folies de l'Officiel", La Table Ronde, Paris. — Les gens d'esprit apprécieront ce nouveau sottisier composé par un humoriste avec vingt-sept éditions du Journal Officiel. Les républiques passent, l'Officiel demeure...

## SUR L'ALGÉRIE :

Pierre Clostermann, "Appui-feu sur l'ouesd Hallail", Flammarion, Paris. — L'auteur du "Grand Cirque" et de "Feux du Ciel" écrit dans la préface de son nouveau livre : "J'ai tenu à montrer au travers des faits tout ce qu'il y a d' inexplicable et de tragique dans ces combats désespérés, ces accrochages d'innocents écrasés entre la sauvage cruauté médiévale des uns et le poids de la machine de guerre du XXème siècle". Un grand livre sur la guerre d'Algérie par un combattant pour qui elle ne se justifie que lorsqu'elle est menée selon les règles de l'ancienne chevalerie.

Jules Roy, "La guerre d'Algérie", Julliard, Paris. — Le conflit algérien vu et commenté par un intellectuel de gauche et un ancien militaire. Un livre qui fait penser et réfléchir.

## SUR LE CANADA :

"MacLean's Canada", McClelland & Stewart, Toronto. — Quarante cinq auteurs canadiens ont contribué à ce livre qui fait un rapide tour d'horizon des caractéristiques et des problèmes des différentes régions canadiennes. Les textes sont tirés d'études parues dans MacLean et sélectionnés par Leslie Hannon.

J. W. Pickersgill, "The Mackenzie King Record", University of Toronto Press. — L'ancien secrétaire de Mackenzie King, ancien ministre libéral dans le cabinet de Louis Saint-Laurent et maintenant député de Terre-Neuve, met à jour le journal de M. King et nous livre des détails sur sa vie quotidienne.

Frank H. Underhill, "The search of Canadian Liberalism", MacMillan, Toronto. — Un essai sur la pensée libérale au Canada par un ancien professeur d'histoire de l'Université de Toronto qui était, ces dernières années, bibliothécaire à la Fondation Laurier, à Ottawa.

"La dualité canadienne", Les Presses Universitaires Laval, Québec. — Une série d'essais sur les relations entre

Canadiens français et Canadiens anglais, sous la direction de deux professeurs d'excellente réputation, Jean-Charles Falardeau et Mason Wade.

L. Boussard "L'Heure du Canada", Editions Leméac, Montréal. Cet ouvrage de la collection "Images de mon pays", est le premier d'une série devant être publiée à l'occasion du centenaire de la Confédération canadienne. L'auteur, chef du service d'information de l'O.A.C.I., a groupé 146 photographies en héliogravures d'une excellente qualité, précédées d'un court texte général servant d'introduction.

Atlas du Canada, Imprimeur de la Reine, Ottawa. — Un ouvrage de grande envergure réalisé par les services géographiques du gouvernement fédéral. Imprimé en anglais et en français. Un magnifique cadeau pour Noël.

## ROMANS CANADIENS EN LANGUE ANGLAISE :

Dr. Penfield "The torch", Little Brown Co, Toronto. — Vie romancée d'Hippocrate, le plus célèbre médecin de l'antiquité, père de la médecine moderne, par un médecin canadien de grand renom, ancien directeur de l'Institut Neurologique de Montréal.

David Walker. "Where the North begins", Collins, Londres. — L'histoire passionnante d'un trappeur et ses aventures le long du fleuve Mackenzie.

## ARTS :

"An Anthology of Canadian Art", édité par R. Hubbard Oxford, University Press, Toronto. — Le bibliothécaire de la Galerie Nationale à Ottawa, raconte l'évolution de 3 succès d'art canadien. Nombreuses reproductions de peintures.

## ÉCONOMIE, AFFAIRES :

R. C. Bellan, "Principles of Economics and the Canadian Economy", McGraw Hill, Toronto. — Professeur à l'Université du Manitoba, M. Bella lie les principes généraux de l'économie aux réalités canadiennes.

"Organisation & Methods, a Service to Managements", MacMillan, New-York. — Ouvrage de caractère pratique, édité par G. E. Milward qui base ses développements sur l'expérience en organisation de neuf sociétés travaillant en collaboration.

M. de Longevialle "Les tensions dans l'entreprise", Entreprise, Paris. — Comment surmonter, dans une entreprise, les inévitables tensions nées des idéologies, des intérêts, des milieux différents.

## POPULATION :

J. Beaujeu-Garnier, "Géographie de la population", Librairie de Medisic, Paris. — Cet ouvrage en deux volumes, rédigé ces dernières années, est essentiel à qui veut s'initier aux angoissants problèmes que pose l'accroissement démographique dans le monde, surtout dans les pays sous-développés. Il faut le compléter par la lecture du récent livre

de Josué de Castro, "Géopolitique de la faim", que nul honnête homme de ce siècle ne peut ignorer. M. Castro est ancien président du Conseil de la F.A.O. et président du Comité spécial de la Campagne mondiale contre la faim.

Alfred Fabre-Luce, "Le monde en 1960", Plon, Paris.

— Une remarquable synthèse des grands changements politiques et économiques de notre époque.

#### ÉTATS-UNIS :

Claude Julien "Le nouveau Nouveau Monde", Julliard, Paris. (2 volumes) L'auteur, journaliste, chef du service des affaires nord-américaines au "Monde", brosse un tableau critique des Etats-Unis actuels, très documenté, écrit d'une manière vivante. Claude Julien connaît bien son sujet et les milieux qu'il décrit. Le premier volume traite surtout de l'élite au pouvoir, des milieux d'affaires, des militaires et des syndicats ouvriers, le second des noirs, des religions et des moeurs, autant de sujets qui amènent le lecteur à repenser ses idées personnelles sur les Etats-Unis.

#### PROVINCE DE QUÉBEC :

Raoul Blanchard, "Le Canada français", Fayard, Paris. — L'éminent géographe français, qui a créé la première géographie humaine du Québec, fait une synthèse de ses précédents ouvrages sur le même sujet.

Jean Toulat "Canada, Terre de France", Ed. Guy Victor, Paris. Un prêtre, à l'occasion journaliste, raconte son périple canadien.

Marius Barbeau, "Trésors des anciens Jésuites", Imprimerie de la Reine, Ottawa. — Initie le lecteur à l'oeuvre des Jésuites pendant les 150 ans de leurs travaux d'évangélisation au Canada.

Marcel de Corte, "J'aime le Canada Français", Les Presses Universitaires Laval, Québec. — Commentaires d'une chaleureuse sympathie faits par un philosophe belge qui a séjourné dans le Québec en 1959.

Marcel Trudel, "L'Esclavage au Canada Français", Les Presses Universitaires Laval, Québec. — Une histoire des conditions de l'esclavage dans l'ancien Québec, par le directeur de l'Institut d'Histoire de l'Université Laval.

"Les Insolences du Frère Untel", Editions de l'Homme, Montréal. — Les clerics font actuellement les gros tirages. Après "Le chrétien et les élections", des abbés Dion et O'Neill, lancés l'été dernier au moment des élections provinciales, avec un gros succès, "Les insolences du Frère Untel" ont passé le 70ème mille. C'est le plus fort tirage en langue française du Canada. Un livre lucide et courageux.

#### ROMANS CANADIENS EN LANGUE FRANÇAISE :

Le Cercle du Livre de France vient de publier : "Doux amer", de Claire Martin, "La nuit si longue", d'Anne Marie, "Géronte et son miroir", de Paul Marin, "Maryse", de Dielle Doran et le dernier "Goncourt" canadien, premier prix du Cercle du Livre de France : "La corde au cou", de Claude Jasmin.

Les Editions de l'Atelier, de Québec, viennent d'éditer deux ouvrages de Rina Lasnier, "Mémoire sans jours" et "Miroirs".

"Souvenirs pour demain", de Paul Toupin, vient de recevoir un prix de l'Académie française, comme étant le meilleur livre écrit en français par un étranger.

Rappelons deux ouvrages de deux de nos compatriotes français résidant à Montréal : "Bétail" de Robert Hollier, édité chez Beauchemin et "Spiritualité de la voix", de Lucie de Vienne, publié par les Editions du Cerf, à Paris.



## SWISS CORPORATION FOR CANADIAN INVESTMENTS LIMITED

(Compagnie Suisse d'Investissements Canadiens, Ltée)

*Filiale de la  
Société de Banque Suisse, Bâle*

ACHAT ET VENTE  
DE VALEURS MOBILIÈRES  
GARDE ET GESTION DE TITRES  
RENSEIGNEMENTS FINANCIERS

360 ouest, rue St-Jacques

Montréal

Adr. télég. : Swisinvest

Prés. JACQUES RACINE

## C. E. Racine & Cie

LIMITÉE

1909 - 1960

COURTIERS EN DOUANE  
ET TRANSITAIRES

Edifice Board of Trade

300, rue du Saint-Sacrement

Montréal I

Téléphone : VI. 9-5293

# THE DOLLAR IN THE WORLD TODAY

Two months ago, finance ministers and central bankers from 68 countries gathered in Washington for the fifteenth annual meetings of the International Monetary Fund and World Bank. The dominant impression that emerged from the quiet, undramatic sessions was that the world payments structure has continued to strengthen markedly over the past year. Today, an overwhelming part of world trade is settled in currencies that are either fully convertible or, like the pound, convertible for foreign holders. Substantial progress has been made toward eliminating direct quantitative restrictions on imports, especially in relation to the dollar area.

Looking back, the Fund's Managing Director, Dr. Per Jacobsson, noted: "It is no mean achievement to have almost doubled in a decade the volume of world trade, and to have established an effective international payments and credit system based on convertible currencies."

While the assembled officials agreed that the international payments situation is healthier than only a few years ago, many of them expressed concern over the sizable and persistent deficit in the balance of payments of the United States and its counterpart — the payments surplus of Western Europe.

## The Renewed Outflow of Gold From the U.S.

Increasing the economic vigor of the Free World has been a primary objective of the United States since World War II. To finance reconstruction and development, and also — since 1950 — with an eye on Russian imperialism, the United States has supplied huge amounts of dollars to nations abroad. These dollar flows first relieved — and then reversed — the postwar "dollar shortage." Over the past decade, foreign countries, having corrected in 1949 the overvaluation of their exchange rates, have succeeded in raising output and productivity and in restoring fiscal and monetary order. As a result, the dollars supplied by the United States have enabled much of the world to rebuild monetary reserves and gradually to restore convertibility and multilateral trading.

Over the past three years, however, the build-up of monetary reserves abroad has entailed balance-of-payments deficits that the United States cannot afford to run indefinitely — beyond \$3 billion a year. The deficit this year may not fall much short of last year's \$3.8 billion.

The deficit is settled by transfers of gold and dollars to foreign nations. In 1958, foreign nations used approximately two thirds of their newly acquired dollars to buy gold from the United States and added most of the remainder to their income-earning liquid dollar assets. Last year, and indeed through June of this year, they took much less gold. More recently, however, they have stepped up gold conversions, as evidenced by the \$849 million drop in the U.S. Treasury's gold stock from July 1 to October 26.

This gold and dollar outflow does not stem from a trade deficit. This year, the surplus of our commercial merchandise exports over imports has been running at an annual rate of \$4 billion, exceeded in the past decade only during the Suez crisis in 1956 and 1957; in 1959, the surplus was down to \$0.9 billion. The recovery has been sharp and dramatic.

While imports have been running nearly on a par with the 1959 level of \$15.3 billion, commercial exports have moved up from 1959's \$16.2 billion to a rate rivaling the 1957 peak of \$19.4 billion. Admittedly, the export performance this year reflects some special factors. Although practically all commodity groups shared in the general export rise, the sharp — and perhaps transient — expansion in shipments of cotton and aircraft accounted for two fifths of the total increase. Nearly three fourth of the rise in exports this year went to Europe and Japan where booming conditions have not only stimulated demands for American goods but have also hampered abilities to deliver to other markets.

The current-account surplus is, however, more than offset by U.S. Government outlays abroad and private capital outflows. In recent years, government transfers abroad — military expenditures, economic aid, and loans — have been running between \$5 and \$6 billion annually.

## Capital Flows

Private capital outflows are currently at a rate beyond 1959's \$2.3 billion. Since midyear, the capital outflow, normally of a long-term investment character, has been enlarged by movements of short-term funds to European financial centers. Some of this outflow appears, statistically, in the so-called "errors and omissions"; while in 1959 this item implied unrecorded capital inflows, this year it signals capital outflows.

These short-term capital outflows reflect a variety of factors. Most important — and least worrisome — has been the new respect earned for European currencies which has made short-term capital sensitive to interest differentials between major centers. Because of differences in inflationary pressures — weakening here and strengthening abroad — short-term interest rates in the United States have fallen by about 2 per cent this year while in Germany and the United Kingdom they have risen by some 2 per cent. Even allowing for the cost of covering the exchange risk, interest arbitrage has been profitable. As interest rate relationships change, this money may come back. In any case, American money going abroad has its counterpart in the acquisition of foreign assets, whether short-term money market instruments or long-term investments in productive enterprises.

Of less quantitative importance — but of greater potential concern — is an element of speculation that the dollar may be heading for a devaluation, as discussed in the preceding article.

In the outflow, we have something like a cat chasing its own tail. People are moving funds abroad because of the balance-of-payments deficit, and it is this very outflow of funds which is enlarging that deficit.

There is a fundamental weakness in the U.S. balance of payments. It is neither on trade nor private capital account: it is on account of the vast overseas commitments of the U.S. Government. We have plenty of flexibility to absorb ebbs and flows of short-term capital as well as to continue the long-standing policy of encouraging exports of U.S. capital and know-how.

### Europe's Surplus

The counterpart of the U.S. balance-of-payments deficit is, as already noted, Europe's surplus (and to some extent, also Japan's). There has been a strong and persistent flow of reserves into Europe. The rise in reserves would have been even more striking had not various countries repaid large amounts of debts to the United States and the International Monetary Fund, sometimes in advance of maturity.

In the United Kingdom, the rise in reserves reflects primarily the inflow of short-term funds, taking advantage of the attractive yield on British Treasury bills — beyond 5 per cent since mid-June. British merchandise trade, as usual, shows a deficit; the surplus on "services", such as freight, income from foreign investments, etc., is not currently large enough to offset the merchandise deficit. The rise in reserves has thus been counterbalanced by an increase in foreign sterling liabilities. On October 27, the Bank of England's discounts rate was cut from 6 to 5½ per cent. It was explained that the 6 per cent rate appeared "unduly high in relation to rates overseas."

On the Continent, the rise in reserves stems partly from current-account surpluses, partly from short-term capital inflows. Germany, with the largest-increase in reserves in the past year, has had an export surplus over the past three years averaging \$1.3 billion annually. This year, however, the rise in reserves has been due increasingly to capital inflows induced both by speculation on an upward revaluation of the mark and by higher interest rates established to counter inflationary pressures in an "overheated" economy. The German authorities have stated that no mark revaluation is intended, and have taken a number of steps to discourage inflows of funds.

France and Italy have also added substantially to their gold and foreign exchange reserves. In France, the discount rate was reduced on October 6 from 4 to 3½ per cent.

Many of the industrial nations of Western Europe have surpluses not only with the United States but also with the less-developed parts of the world. The size and the persistence of overall surpluses and deficits are, in Secretary Anderson's words, "a most important, indeed a crucial, problem now facing us in world finance."

One important means of adjustment for the surplus nations is to open their markets wider to imports, giving other nations, through exports, fair opportunity to pay for what they want to buy. Removal of the special turnover tax on German imports, now under discussion, is a case in point.

Another urgent need is to adapt our economic aid and military commitments, which grew out of the circumstances of the 1950's, to the new situation in the world economy and finance. Now that Western European nations are much stronger, they are increasingly able to contribute funds for common defense and for economic aid to the less-developed parts of the world.

Many influential spokesmen at the Fund and Bank meetings urged Germany to provide more development capital. It already provides Government guaranties for private loans abroad, and the Bundesbank has extended loans totaling about \$600 million to the World Bank (including \$240 million last July); but so far little foreign aid has been extended directly by the Federal Government. As Economics Minister Ludwig Erhard pointed out, the yardstick for potential capital exports is "not the amount of the German monetary reserves but only Germany's capacity to raise funds." At the moment, plans for raising substantial amounts to finance development abroad are being carried out by the private economy and the Government.

### The Dollar in Perspective

Viewed in world perspective, the dollar remains a strong and desirable currency. But other currencies, backed by productive economies and large monetary reserves, have also grown strong and become increasingly desirable.

Even now, after the transfer of \$6 billion of gold to the rest of the world since the end of 1949, the U.S. gold reserve — \$18.5 billion on October 26 — is large. The United States still holds some 45 per cent of the monetary gold stocks of the Free World. In 1949, when our gold reserve stood at its peak, the United States held two thirds of the world's stocks; in 1938, it held approximately one half and in 1914 somewhat less than one fourth.

The United States holds considerable short-term assets abroad. Our private long-term investments abroad exceed the long-term investments of foreigners in our own country by over \$28 billion. The U.S. Government holds foreign government obligations some of which could be repaid more rapidly, as has been done in the past two years. In fact, year after year our new investment abroad, governmental and private, is larger than the combined increase in our short-term indebtedness to foreigners and our gold loss.

Yet, the United States, in its role as the biggest international banker, is a heavy debtor on short-term account. Last August our foreign short-term liabilities amounted to \$17.8 billion.

We must be watchful of our international solvency and sensitive to any weakening of confidence in the U.S. dollar as a standard of value equivalent to gold and the common denominator in international trade and financial settlements.

The United States, therefore, needs a comfortable gold reserve. An ample gold reserve gives time to adjust commitments abroad to what our merchandise trade surplus can afford. It also gives U.S. authorities a measure of latitude in using monetary and fiscal policies to deal with a business recession.

*Monthly Letter of The First National City Bank, November 1960*

# LA CONJONCTURE INDUSTRIELLE FRANÇAISE

## LES INDUSTRIES MÉCANIQUES

Communiqué par le Conseiller Commercial

### Situation générale

Le redressement de la production de ces industries qui s'était amorcé timidement en 1959 s'est nettement affirmé ces derniers mois, suivant en cela le redressement des commandes. Pour le matériel d'équipement lourd, l'augmentation des commandes permet d'envisager un redressement de la production dès 1961.

On a assisté, pendant le premier semestre de 1960 à un développement remarquable des exportations. Pendant cette période, les exportations vers l'étranger (zone franc non comprise) ont atteint un total de 190.000 tonnes pour une valeur de 130 milliards d'anciens francs contre 126.000 tonnes représentant un montant de 78 milliards au cours des 6 premiers mois de 1959; l'augmentation est de 66% en valeur et de 52% en tonnage. Cet essor des exportations se poursuit à un rythme régulier depuis le milieu de 1959.

Si aux exportations vers l'étranger on ajoute celles vers la zone franc (70 milliards de francs), on obtient pour le premier semestre 1960 une valeur d'exportations de 200 milliards AF, contre 144 milliards d'importations de matériel mécanique.

Le développement des exportations qui a bénéficié notamment d'un marché allemand très demandeur, s'explique essentiellement par l'aboutissement des efforts techniques et commerciaux des constructeurs français pour pénétrer les marchés étrangers.

### Machines-outils

Le développement actuel des commandes peut être partiellement imputé aux récentes mesures gouvernementales relatives à l'amortissement dégressif des biens d'équipement.

"Credimo", organisme spécialisé dans le financement des ventes à crédit de machines-outils, a enregistré, ces derniers mois, un nombre de demandes de prêts supérieur de 40 à 50% à celui de la même période de 1959. Il faut souligner que ces demandes proviennent souvent de petites et moyennes entreprises.

Les exportations sont également en progression et représentent actuellement le quart du chiffre d'affaires de cette industrie. Si le rythme de leur développement se maintient, elles devraient être en 1960, supérieures de 60% à celles de l'an passé.

Les importations ont fléchi de 26% pendant le 1er trimestre 1960.

### Machines agricoles

La production de tracteurs a poursuivi son mouvement de baisse.

Cependant, sur l'ensemble du matériel agricole, une légère amélioration des ventes a été constatée au mois d'août. D'autre part, l'étude prévisionnelle des revenus de l'agriculture permet d'estimer à 8% l'amélioration du revenu brut d'exploitation de l'agriculture en 1960 par rapport à 1959; cette augmentation attendue pourrait inciter les agriculteurs à reprendre leurs achats d'équipement. Les stocks existant chez les constructeurs devraient dans ce cas permettre de répondre rapidement à la demande.

Les exportations de tracteurs et motoculteurs ont connu, contrairement aux ventes intérieures, un très fort développement au cours des cinq premiers mois de 1960.

### Équipement industriel

Le redressement constaté au mois de mai se poursuit dans un certain nombre de secteurs d'équipement général ou spécialisé.

L'activité est en expansion soutenue pour :

- les matériels pour les industries chimiques et alimentaires,
- les matériels d'imprimerie,
- les matériels de levage et manutention de série,
- les matériels d'optique et de précision,
- les machines comptables et à statistiques.

La reprise, moins forte, est cependant satisfaisante pour :

- le matériel M.T.P.S. (manutention lourde, travaux publics, sidérurgie),
- le matériel de mines,
- le gros équipement,
- la chaudronnerie.

Dans l'industrie du matériel frigorifique, d'importantes commandes sont en cours de réalisation.

Dans la construction métallique, quelques difficultés sont apparues dans le secteur de la menuiserie- acier, la situation étant plus favorable pour la menuiserie en alliages légers. De plus, la présence sur le marché d'un nombre croissant de petits constructeurs contribue à augmenter la concurrence.

Dans l'industrie du matériel roulant ferroviaire, quarante locomotives de 150 CV ont été commandées aux Etablissements Decauville par la S.N.C.F., qui a confié d'autre part aux Ateliers de Construction du Nord de la France l'étude d'un élément automoteur Diesel de 425 C.V.. Les futurs marchés S.N.C.F. n'ont pas encore été précisés, il semble que les prévisions soient moins favorables pour le matériel roulant mécanique que les autres années, la plupart des crédits étant réservés pour l'électrification des réseaux.

### Constructions navales

Un décret paru au Journal Officiel du 19 Juillet 1960 a disposé que l'aide à la construction navale sera réservée à certains chantiers dont la liste sera dressée chaque année en tenant compte des types de navires exécutés, des dates d'exécution des travaux et des intérêts nationaux en matière de construction navale. La liste de ces chantiers n'a pas encore été arrêtée.


Des accords relatifs à des activités de reconversion ont été signés par certains chantiers :

— Les Chantiers de Bretagne ont signé des accords avec la société américaine de Laval pour la fabrication de compresseurs, avec l'ingénieur allemand STOECKICHT pour les réducteurs à engrenages, avec les Ets Gartemann et Hollmann pour la fabrication de machines à exécuter les sacs; ils ont renouvelé et étendu leur accord avec la firme écossaise Cockburns Ltd pour la robinetterie spéciale destinée à l'industrie pétrolière, chimique et nucléaire.

— Les Forges et Chantiers de la Gironde vont entreprendre la fabrication de maisons préfabriquées et la production de tubes spéciaux pour le transport du gaz et du pétrole.

— Les Ateliers et Chantiers de la Rochelle-La Pallice ont signé un accord avec la société Mécanique et Percage de Vincennes pour la fabrication d'une perceuse automatique.

— Les Ateliers et Chantiers du Trait (Seine-Maritime) ont signé avec la société d'engineering Wean-Damiron un accord concernant les constructions métalliques préfabriquées.



*pour les  
connaisseurs...*

Liqueur NAPOLÉON  
à l'orange

**CAZANOVE**

CHERRY BRANDY

**CAZANOVE**

CRÈME de MENTHE

**CAZANOVE**

*une grande marque  
de France...  
maintenant au Canada*

demandez **LES LIQUEURS**

**CAZANOVE**

**BORDEAUX • FRANCE**

# ALUMINIUM LIMITED

Communiqué par L. G. Beaubien Cie

L'aluminium, métal du XXe siècle, a connu un développement sensationnel dans le courant des dernières décades. Ses qualités physiques, sa légèreté, sa dureté, sa conductivité électrique et thermique et sa résistance à la corrosion en font un métal extrêmement utile pour de nombreux usages industriels.

Les industries qui absorbent le plus d'aluminium sont par ordre d'importance : le bâtiment 20%, les transports 20%, les articles de ménage et moteurs 8% et l'industrie de l'emballage 7½%.

Les usages qui promettent de se développer le mieux dans l'avenir paraissent être le bâtiment, l'industrie automobile où certains modèles de 1960 exigeaient jusqu'à 60 livres d'aluminium et surtout les emballages.

Les prix de l'aluminium se sont toujours distingués par leur stabilité. L'aluminium se vendait à 19 cents la livre aux Etats-Unis en 1950 et se vend à 26 cents maintenant. Dans la même période, le prix du cuivre variait du simple au double.

Les besoins mondiaux en aluminium ont très fortement augmenté. La production est passée de 499,000 tonnes courtes en 1937 à 3,600,000 tonnes pour le monde libre seulement en 1959.

Le Canada vient au deuxième rang parmi les producteurs du monde libre avec 600,500 tonnes en 1959. La plus grande partie de la production canadienne est exportée.

La plupart des pays producteurs, et notamment les Etats-Unis, ont fortement augmenté leur capacité dans les dernières années. Ainsi, la capacité totale du monde libre, qui était d'environ 2,800,000 tonnes en 1955, était de 4,200,000 tonnes à la fin de 1959. Ceci venant se superposer à la récession de 1957-58 a causé une surabondance sensible de l'offre. Il semble toutefois qu'avec la reprise économique de 1959, ainsi que la croissance industrielle normale dans le monde, la situation est en voie de se rétablir et la demande pourrait rattraper l'offre d'ici un an ou deux, à l'avis de certains.

Aluminium Ltd. a été fondée en 1928 pour acquérir les avoirs de la Aluminum Company of America situés hors des Etats-Unis. La plus grande partie de ses actifs immobiliers (79% d'après le bilan du 31 décembre 1959) est située au Canada. Les actifs canadiens figurent au bilan pour \$1,140,700,000 et les actifs dans le reste du monde, pour \$311,700,000.

Aluminium Ltd. est une société-holding. Au Canada, son activité s'exerce par l'intermédiaire de l'Aluminum Co. of Canada dont elle détient toutes les actions ordinaires.

Aluminum Co. of Canada possède une capacité installée de production pour 750,000 tonnes d'aluminium par an, alimentée par des centrales hydroélectriques d'une capacité totale de 4,650,000 hp.

Ses usines sont divisées en deux groupes. Le premier, le groupe du Saguenay dans la province de Québec, comprend six centrales électriques d'une puissance totale de 3,600,000 hp. La plus importante de ces centrales, celle de Shipshaw, a une puissance de 1,200 000 hp. Ces centrales alimentent trois fonderies d'aluminium d'une capacité totale de 558,000 tonnes de métal par an. La plus importante, celle d'Arvida, a une capacité de 373,000 tonnes.

Le deuxième groupe situé à Kitimat en Colombie-Britannique a été mis en service en 1954. Il comprend une centrale hydroélectrique à Kemano dont la puissance est de

1,050,000 hp et la fonderie de Kitimat dont la capacité actuelle est de 192,000 tonnes d'aluminium par an. Il est prévu que la capacité de Kitimat sera finalement portée à 550,000 tonnes d'aluminium par an et que la puissance des centrales sera augmentée à 2,240,000 hp, mais l'exécution de ce projet a été retardée en raison de la situation du marché de l'aluminium.

La capacité totale des fonderies de la compagnie serait alors de 1,108,000 tonnes.

En dehors du Canada, la société possède des fonderies au Brésil, en Allemagne, en Italie, en Norvège, en Suède, aux Indes et au Japon, et des usines en Espagne, en Suisse, dans les Pays-Bas, au Danemark, en Norvège, en Union Sud-Africaine, au Mexique, en Uruguay, en France, en Allemagne et en Angleterre.

Pour son approvisionnement en bauxite, Aluminium Ltd. possède d'immenses réserves de ce minerai en de nombreuses parties du monde, principalement en Guyane Britannique, en Jamaïque et en Guinée. Les alumineries de la société ont une capacité de 1,200,000 tonnes à Arvida (Québec) et de 810,000 tonnes à la Jamaïque. Une autre usine de 245,000 tonnes doit être terminée en 1960 en Guyane Britannique.

La compagnie dispose d'importantes réserves de spath fluor à Terre-Neuve.

Une filiale exploite un chemin de fer dans la région du Saguenay et une autre possède une flotte de haute mer.

La production d'aluminium primaire par la société s'est élevée à 503,500 tonnes au Canada et à 155,000 tonnes dans les autres pays en 1959 contre 600,400 tonnes et 115,000 tonnes respectivement en 1958. Cependant, les ventes de 1959 étaient supérieures à celles de 1958, car la société avait accumulé des stocks importants à la fin de 1958.

Les ventes de la société ont une grande dispersion géographique. Elles se font pour 28% aux Etats-Unis, 20% au Royaume-Uni, 12% au Canada et 40% dans le reste du monde. Il y a 3 ans, les ventes aux autres producteurs constituaient 30% de ses ventes totales. Actuellement,



Le centrale hydroélectrique de Shipshaw

cette proportion a baissé à près de 10%. Cette évolution est tout à l'avantage d'Aluminium Ltd. En effet, ses ventes s'établissent maintenant sur une base plus solide, car elles dépendent moins des livraisons aux producteurs concurrents qui, lorsque la demande est en baisse, font naturellement supporter par Aluminium Ltd. la diminution qui s'en suit.

La dette à long terme comprend des billets rachetables payables au gouvernement britannique dont l'intérêt et le principal pour un montant de \$73,190,750 sont réductibles advenant une baisse du rythme de la production.

Lors de la création de la société, en 1928, le capital initial se composait d'actions ordinaires distribuées entre les actionnaires d'Aluminium Co. of America. Toutefois, en janvier 1951, une ordonnance judiciaire américaine rendue en application de la loi antitrust prescrit aux gros actionnaires d'Alcoa de disposer intégralement de leurs actions dans l'une ou l'autre des deux sociétés dans un délai de 10 ans. Les actions en question sont vendues de temps à autre en privé ou offertes au prix du marché par les syndicats. La plus grande partie de ces actions a déjà été vendue et, à la fin de 1958, il en restait encore 500,000 à vendre jusqu'en 1961.

La situation financière de la société est très solide. Le fonds de roulement au 31 décembre 1959 s'élevait à \$220,835,760.

Pendant les premiers mois de 1960, le bénéfice s'est élevé à \$1.05 par action contre 50 cents pendant la période correspondante de 1959. La société vient de déclarer un dividende supplémentaire de 10 cents en fin d'année.

Les usines travaillent actuellement à 80% de leur capacité. L'on peut prévoir que la consommation d'aluminium continue à s'accroître dans le monde par le développement des nouveaux usages de ce métal, tout comme par l'expansion de ses usages déjà connus. Si elle continue à augmenter de 5% par an, comme on le croit généralement, l'excédent de capacité mondiale qui représente actuellement 91/2% sera résorbé et l'Aluminium Ltd. travaillera à pleine capacité d'ici trois ans.

La rentabilité de la société devrait s'améliorer au fur et à mesure que ses filiales transforment de plus en plus le métal en produits semi-fabriqués sur lesquels les marges bénéficiaires sont plus élevées. Or, il y a une nette tendance à pousser la transformation.

On peut dire en conclusion que la société a de bonnes chances de croissance dans l'avenir, car la production à pleine capacité lui assurerait une hausse importante de bénéfice. Or, cette production peut être atteinte sans qu'il soit nécessaire de faire aucune nouvelle dépense. D'autre part, elle pourra sans difficulté agrandir sa capacité de production, notamment à Kitimat, pour tenir compte de la croissance des besoins futurs.

## POUR VOS OPÉRATIONS SUR TITRES

Etude de portefeuilles

Achat et vente d'actions et d'obligations

Fonds mutuels

# L. G. BEAUBIEN CIE

Agents de change près la Bourse de Montréal  
et la Bourse Canadienne

221 ouest, rue Notre-Dame

Téléphone: Victor 2-2171

MONTRÉAL 1

BRUXELLES • PARIS • GENÈVE

*Pour l'exécution d'ordres sur les Places européennes,  
consultez notre Service de l'étranger.*

## WILLIAM HOUDE LIMITÉE

*ses filiales*

CANTRAC INC.

LUZERNA INC.

*sont au service de l'agriculture du Québec:*

fabrication d'engrais

importation de machinerie agricole

luzerne déshydratée.

bureaux: 975 boul. Ste-Elisabeth — La Prairie P.Q.



# LA PAIX

COMPAGNIE D'ASSURANCES GÉNÉRALES DU CANADA

465, RUE SAINT-JEAN, MONTRÉAL

VI. 4-8632

AUTOMOBILE — INCENDIE — RESPONSABILITÉS CIVILE ET PATRONALE  
VOL — BRIS DE GLACES

Directeur général: CHARLES ALBINET

# Vers une concurrence accrue sur le marché mondial de l'automobile

*Le gouvernement canadien a majoré récemment l'évaluation de base servant à calculer les droits à l'importation des automobiles. L'application de cette mesure de caractère protectionniste n'en laisse pas moins subsister les deux régimes douaniers de la préférence impériale — dont bénéficient les voitures anglaises — et de la nation la plus favorisée — auquel sont astreintes les automobiles françaises.*

Après avoir atteint son niveau record d'après guerre en 1955, avec 13,5 millions de véhicules, la production automobile mondiale a ensuite évolué en dents de scie, mais ceci uniquement en raison des importantes fluctuations de l'industrie américaine.

En 1959, par suite de la progression continue des autres producteurs, notamment européens, et de la reprise qui s'est amorcée aux Etats-Unis, un nouveau record mondial a été atteint avec 13,7 millions de véhicules. La progression s'est maintenue au cours du premier semestre 1960 sans que l'on puisse toutefois affirmer qu'elle se poursuivra au même rythme dans les mois à venir.

## Les États-Unis seront-ils dépassés par l'Europe ?

En 1955, les Etats-Unis assuraient encore à eux seuls plus des deux tiers de la production mondiale; en 1958, leur part était tombée à 45%; en 1959 elle est remontée à 49% mais, bien que la reprise se soit maintenue, depuis le début de cette année, la progression a été plus rapide en Europe et il n'est pas exclu, que dans un proche avenir, les quatre principaux pays producteurs européens dépassent, ensemble, l'industrie américaine.

Il n'en demeure pas moins que les voitures "compact" ont constitué un stimulant pour le marché américain; ces voitures, dont il existe actuellement une dizaine de types, ont représenté, au cours du premier semestre, plus de 20% du total des ventes. De ce fait, l'importation des voitures européennes, qui s'était particulièrement développée en 1959 — pour atteindre le chiffre record de 690.000 véhicules, dont 224.000 allemands, 214.000 britanniques et 180.000 français — tend à se ralentir.

Les constructeurs américains espéraient retrouver cette année un niveau d'activité comparable à celui de 1955; les chiffres du premier semestre sont d'ailleurs assez voisins: 4,5 millions en 1960 contre 4,8 millions en 1955. Toutefois, actuellement, la cadence des ventes ne paraît pas suivre celle de la production. Plus d'un million de véhicules neufs sont stockés et la demande devient moins pressante à la veille de l'hiver.

La General Motors continue d'occuper, de loin, la première place et a réalisé des progrès substantiels au cours du premier semestre 1960, avec 1.836.007 construits contre 1.590.252 pendant la période correspondante de 1959: elle est suivie par Ford, en reprise moins marquée (1.020.193 contre 948.156) et Chrysler, en rapide augmentation (653.336 contre 483.033). American Motors (276.544 contre 216.771), Studebaker-Packard et International viennent ensuite, mais assez loin derrière les "3 grands".

## Plus d'un million de véhicules construits en six mois en Allemagne

Devenue le deuxième producteur mondial en 1956, l'Allemagne n'a cessé depuis de renforcer sa position quoiqu'elle soit actuellement talonnée de près par la Grande-Bretagne. Pour la première fois, en 1960, l'industrie allemande a produit plus d'un million de véhicules au cours d'un semestre, ayant réalisé un accroissement de 27% par rapport aux six premiers mois de 1959.

Dès à présent, l'industrie allemande est pratiquement assurée de franchir le cap des 2 millions de véhicules pour l'année tout entière.

Plus de la moitié de la production allemande (50,6% en 1959) est destinée à l'exportation; toutefois, comme les autres pays exportateurs, l'Allemagne enregistre un ralentissement de ses ventes sur le marché américain.

Sur le marché intérieur allemand, on note d'autre part une intensification de la concurrence extérieure: en 1959, les importations ont porté sur plus de 110.000 véhicules, dont 54.122 en provenance de France et 52.388 d'Italie.

Volkswagen demeure le premier constructeur, avec 696.860 véhicules en 1959 — sont 52% de la production allemande — sur lesquels 58% ont été exportés; la production pourrait atteindre 850.000 véhicules dès cette année et 1.000.000 dans un proche avenir. Opel, qui vient en deuxième position, a construit 331.520 véhicules en 1959 mais compte atteindre 450.000 en 1960 puis 700.000 ultérieurement. Ensuite viennent Daimler-Benz, avec 236.150 véhicules en 1959 (y compris Auto-Union), et Ford (151.963).

## Menaces de ralentissement en Grande-Bretagne

En Grande-Bretagne, de substantiels progrès ont également été réalisés et après avoir été sérieusement devancée par l'Allemagne, elle s'en est très sensiblement rapprochée au cours du premier semestre 1960; mais, depuis le mois de juin, des signes de ralentissement sont constatés sur le marché intérieur, à la suite des restrictions de crédit qui sont intervenues au printemps.

Au total, les Britanniques ont exporté 44,6% de leur production en 1959, dont une part importante dans les pays du Commonwealth. Depuis le début de 1960, bien que les exportations totales soient demeurées supérieures à celles du premier semestre 1959, leur part dans la production est tombée à 42,4%.

Le groupe British Motor Corporation demeure le premier constructeur, avec 550.000 véhicules en 1959, suivi d'assez près par Ford (469.000); ensuite viennent Vauxhall, Rootes et Standard.

## Les autres producteurs européens

La France maintient sa position de quatrième producteur mondial, mais l'écart tend à s'accroître avec l'Allemagne et la Grande-Bretagne, car il ne semble pas que la production puisse dépasser sensiblement 1,3 million de véhicules en 1960.

En U.R.S.S., la production avait marqué une légère diminution en 1959; celle-ci portait essentiellement sur les véhicules utilitaires (370.000 contre 390.000 en 1958). Selon les statistiques, une reprise se serait manifestée au premier semestre 1960, tant pour les voitures (68.000, soit +10%) que pour les véhicules industriels (189.000, soit +5%).

Sixième producteur mondial, l'Italie, après avoir enregistré une progression de 24% en 1959, a réalisé une nouvelle avancée de 40% au premier semestre 1960.

Fiat assurée, avec 430.282 véhicules, 83% de la production italienne en 1959.

L'Italie a exporté 44,2% de sa production l'an dernier, principalement vers l'Allemagne (40% du total) et les Etats-Unis (27%).

### Le communauté européenne premier exportateur mondial

Compte tenu de la production hollandaise (6.377 véhicules en 1959, non compris le montage des châssis importés), les pays du Marché Commun ont produit 3,5 millions de véhicules en 1959, soit environ 26% du total mondial, contre 49% pour les Etats-Unis, 11% pour la Grande-Bretagne, et 3% pour l'U.R.S.S.

La Communauté Economique Européenne représente, d'autre part, le principal groupe exportateur dans le monde, avec près de 1,7 millions de véhicules, soit environ 60% du total des exportations mondiales, en 1959 (non compris les véhicules réexportés par la Belgique et les Pays-Bas). Les échanges à l'intérieur du Marché Commun ont représenté environ 20% de ce total, la France suivant de fort près l'Allemagne (130.104 véhicules contre 131.205) parmi les fournisseurs des Six : l'Italie vient ensuite avec 102.763 véhicules.

Même si l'on fait abstraction de ces échanges, les ventes de la Communauté dans le reste du monde dépassent très sensiblement, avec environ 1,3 million de véhicules, les exportations de la Grande-Bretagne (696.000) et des Etats-Unis (311.000).

### Accroissement de la production dans le reste du monde

Au Canada, malgré une légère reprise en 1959, la production n'a pas encore retrouvé son niveau de 1956 (473.000 véhicules).

Le Japon tend à améliorer sa position : 262.823 véhicules ont été construits en 1959, contre 188.303 en 1958.

Parmi les autres constructeurs, citons encore l'Australie (132.000 véhicules en 1959), la Suède 112.000 (dont près de 90.000 par Volvo), le Brésil 91.000, etc...

Parmi les pays du bloc soviétique, en dehors de l'U.R.R.S. les principaux pays producteurs sont la T choslavaquie (56.000 véhicules en 1959), l'Allemagne de l'Est (55.000) et la Pologne (25.000).

Dans les autres pays, il est souvent difficile de distinguer entre la production proprement dite et le montage à partir d'éléments importés, mais il est indéniable que l'on note une tendance générale au développement de l'industrie automobile dans les pays neufs.

### Les perspectives de l'industrie française

Ainsi que nous l'avons indiqué plus haut, la France continue à se maintenir en bon rang dans l'industrie automobile mondiale.

En 1959, cependant, on avait constaté une légère diminution de l'activité sur le marché intérieur (664.446 véhicules immatriculés contre 697.412 en 1958); fort heureusement, après un fléchissement sensible en février, les immatriculations marquent une tendance à l'accroissement depuis le printemps 1960.

Il n'en demeure pas moins que c'est surtout grâce aux efforts déployés par les constructeurs pour développer les exportations que la production a pu progresser aussi fortement.

En 1959, sur une production de 1.085.177 voitures particulières, 514.755 — soit 48% — ont été exportées, dont 445.274 vers l'étranger et 69.481 dans la zone franc.

Pour les utilisations (voitures commerciales, camions, autobus et autocars), sur une production totale de 197.982 véhicules, 46.954 ont été exportés — soit 23% — dont 22.653 vers l'étranger et 24.301 vers la zone franc.

Y compris les pièces détachées et carrosseries, la valeur totale des exportations s'est élevée à 297,2 milliards d'anciens francs (contre 141 milliards en 1958), dont 222,2 milliards vers l'étranger (contre 104 milliards en 1958).

Au cours de ces derniers mois, après un chiffre record en février (69.146 véhicules exportés), on a constaté une certaine baisse des exportations; celle-ci est uniquement imputable aux ventes sur le marché des Etats-Unis. De moins de 5.000 véhicules en 1955, celles-ci étaient passées à 100.000 en 1958 et à 181.000 en 1959, repr sant alors une valeur de 81 milliards d'anciens francs; elles sont revenues à 72.734 au premier semestre 1960 contre 86.262 pendant les six premiers mois de 1959. Cette évolution ne saurait d'ailleurs surprendre, car il était évident que si les voitures européennes peuvent trouver certains débouchés sur le marché américain, le niveau élevé atteint à la fin de 1959 et au début de 1960 était dû à des circonstances exceptionnelles (notamment la grève de la sidérurgie américaine) et il était inévitable que l'on assiste à une contre-offensive des constructeurs d'Outre-Atlantique.

Toutefois, grâce à la progression des ventes dans les autres pays — notamment la Grande-Bretagne, l'Allemagne, la Belgique et la Suisse — le montant total des exportations du premier semestre 1960 est demeuré supérieur de 26% à celui des six premiers mois de 1959 : 344.103 véhicules, dont 286.211 vers l'étranger en 1960, contre 272.052 et 224.949 vers l'étranger en 1959.

Dans les prochains mois, les fluctuations saisonnières se feront vraisemblablement sentir, notamment sur le marché intérieur, ce qui explique la prudence de certains constructeurs, peu d sirieux d'accroître inconsiderablement leurs stocks en attendant la reprise que l'on peut espérer au printemps.

  l'exportation, la compétition devient, d'autre part, de plus en plus vive; la réduction des ventes aux Etats-Unis ne peut qu'inciter les constructeurs européens à se disputer âprement les autres marchés. La France risque de se heurter à une lutte d'autant plus sévère que ses proches concurrents — Allemagne, Grande-Bretagne, et Italie — ont procédé à des investissements considérables au cours de ces dernières années.

Pour que l'industrie automobile française puisse conserver son rang dans le monde, il est plus que jamais indispensable d'avoir une véritable politique de l'automobile. Cette industrie occupe, directement ou indirectement, plus d'un million de personnes; elle a rapport , sous différentes formes, près de 1.000 milliards d'anciens francs d'impôts en 1959 et elle a fait rentrer l'équivalent de 300 milliards en devises.

Une véritable politique de l'automobile exige tout d'abord un marché intérieur actif, ce qui suppose une fiscalité moins écrasante, notamment sur les carburants ainsi que des routes et des autoroutes adaptées aux exigences de la vie moderne. Il est indéniable que les difficultés de circulation et de stationnement dans la région parisienne — qui représente environ 20% du parc automobile français — et dans les grandes villes constituent un frein pour le développement de l'activité de l'industrie automobile car nombreux sont ceux qui, en raison de ces difficultés, hésitent à acquérir un véhicule ou à le renouveler.

Il faut s'attaquer d'urgence à ce problème si l'on veut éviter que l'industrie française se trouve irr m diatement handicapée lorsque, dans un proche avenir, par la réalisation du Marché Commun, la concurrence extérieure se fera durement sentir à l'intérieur de nos frontières. Jusqu'à présent, notre industrie a pu défendre sa position parmi les Six; techniquement elle est en mesure de la maintenir, mais encore faut-il ne pas compromettre ses chances.

(Economie, 6 octobre 1960)

# LA COMMISSION HYDROÉLECTRIQUE DE QUÉBEC

La Commission hydroélectrique de Québec fut créée dans le but de développer et d'exploiter, au bénéfice de ses habitants et de son industrie, les vastes ressources hydroélectriques naturelles de la Province de Québec. Elle prit naissance en 1944 et elle acquit alors des propriétés dont la puissance de production électrique était d'environ 703,500 kilowatts et qui avaient fourni en 1943 à quelque 280,000 abonnés dans la région de Montréal 5,600,000,000 kilowattheures.

Le réseau consolidé de la Commission comptait en moyenne 527,000 abonnés en 1959 et ses ventes d'électricité se sont chiffrées par 13,657,399,000 kilowattheures.

Le réseau consolidé consiste en trois réseaux desservant le sud-ouest (y compris la région de Montréal), le nord-est (y compris les régions de Chibougamau et de Gaspé), et la région du nord-ouest de la Province.

La Commission exploite des centrales qui ont une puissance installée totale de 3,292,000 kilowatts. De plus, la Commission achète 101,250 kilowatts de The Shawinigan Water and Power Company et 18,000 kilowatts de la Saguenay Transmission Company.

Voici les centrales les plus importantes : Beauharnois, dont la puissance installée actuelle est de 1,460,000 kilowatts et dont la puissance définitive sera de 1,625,000 kilowatts; Bersimis I, 900,000 kilowatts et Bersimis II, 605,000 kilowatts. Ces centrales alimentent les deux réseaux connus sous le nom de Réseau du sud-ouest du Québec et Réseau du nord-est du Québec. Ces réseaux sont interconnectés.

La Commission a commencé, en 1952, un important aménagement sur la Rivière Bersimis, tribulaire du fleuve Saint-Laurent, où elle se jette à quelque 200 milles au nord-est de la ville de Québec. L'aménagement de Bersimis comprend la construction de deux centrales, Bersimis I et Bersimis II, celle-ci à environ 23 milles en aval de la première. Bersimis I comprend huit groupes générateurs de 112,500 kilowatts chacun, et Bersimis II comprend cinq groupes de 121,000 kilowatts chacun, tous déjà en exploitation. Le réservoir du Lac Cassé, source de la Bersimis, a un volume d'eau utilisable d'environ 200 billions de pieds cubes.

Des lignes de transport de 300,000 volts, longues de 400 milles environ, relient les centrales de Bersimis I et de Bersimis II au réseau de The Shawinigan Water and Power Company près de Québec et au réseau du sud-ouest de la Commission.

Deux sections de la centrale de Beauharnois sont en exploitation, de même que huit groupes de 55,000 kilowatts chacun dans la troisième et dernière section. Deux autres seront mis en exploitation au cours de l'année.

La Commission poursuit activement la construction à Carillon d'une centrale qui agira comme centrale de pointe pour absorber les sommets de la demande quotidienne du réseau. Située sur l'Outaouais, à environ 40 milles de Montréal, cette usine est destinée à assurer un réservoir variable d'eau utilisable pouvant permettre d'atteindre 630,000 kilowatts de génération pendant de courtes périodes de la journée. Trois groupes générateurs devraient être en exploitation à la fin de 1962, les neuf autres devant suivre à tour de rôle jusqu'en 1965, tandis qu'on a aménagé de l'espace pour deux groupes supplémentaires. Le coût de cet aménagement, y compris les lignes de transport, est d'environ \$200 millions.

Les travaux ont commencé en marge du vaste projet Manicouagan-Outardes qui a un potentiel de plus de 4,500,000 kilowatts. La Commission se propose d'y mettre en valeur deux rivières — la rivière Manicouagan et la rivière aux Outardes — dont les bassins versants sont parallèles à la rivière Bersimis, du côté est, et se jettent dans le fleuve Saint-Laurent près de Baie-Comeau.

L'aménagement entier sera construit par étapes progressives au cours d'une période de quinze ans à un coût d'environ \$1.8 billions. Les travaux préliminaires comportant la construction de routes, de chantiers et de lignes de transport d'électricité pour

des fins de construction seront terminés cette année. Le prochain stade des travaux comprendra la construction d'un barrage à voûtes multiples en béton armé et avec contreforts qui créera un réservoir d'environ 800 milles carrés où quelque 5,000 billions de pieds cubes d'eau s'accumuleront, dont 1,000 billions de pieds cubes d'eau utilisable.

La Commission a installé des câbles submergés sur le lit du fleuve Saint-Laurent pour alimenter la Gaspésie. Pour assurer un service de secours suppléant aux câbles, la Commission a installé à Les Boules, près de Rimouski, une centrale thermique de 36,000 kilowatts. Cette centrale aidera aussi à répondre aux besoins de la région de Gaspé durant les pointes du réseau, laissant ainsi en disponibilité une quantité équivalente d'énergie hydroélectrique pour les réseaux principaux.

La Commission construira entre Québec et Les Boules une ligne de transport qui interconnectera complètement la péninsule de Gaspé avec les autres réseaux de la Commission. La puissance de cette ligne sera de 225,000 kilowatts, soit suffisamment, d'après les prévisions actuelles, pour répondre aux besoins croissants de la Gaspésie. Elle assurera aussi la continuité du service. Au début de l'exploitation, elle fonctionnera à 230,000 volts et éventuellement à 300,000 volts. Le coût sera d'environ \$20 millions.

Des études techniques se poursuivent toujours sur les possibilités de construire une centrale hydro-électrique sur le fleuve Saint-Laurent dans le voisinage de Lachine près de Montréal, où la puissance installée initiale serait de 670,000 kilowatts. Il faudra continuer les études pour trouver le moyen de triompher des difficultés que suscite toujours un aménagement à basse chute surtout quand il se complique de problèmes de glace.

## **A. E. Ames & Co. Limited**

*Courtiers en valeurs — Maison fondée en 1889*

Bureaux dans les principales villes  
du Canada,  
New York, Londres et Paris

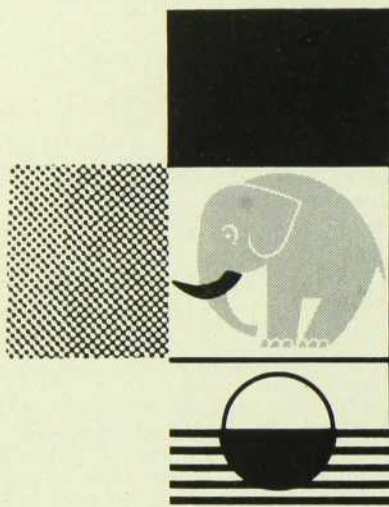
## LA RECHERCHE... (Suite de la page 8)

prise en son entier. Et la chose a son importance. Nous sommes arrivés à un point de développement tel, que l'entreprise est devenue si complexe par rapport aux possibilités de l'individu, qu'il a fallu multiplier et diversifier les services, afin d'être à même de les pourvoir efficacement d'une tête dirigeante. Si la mesure est nécessaire, elle a par contre l'inconvénient de placer chacun des services dans une situation qui lui fait perdre de vue le bien général de l'entreprise. Le service de production, par exemple, s'organisera de façon à diminuer le nombre des mises en marche, à éviter le travail supplémentaire. Ces préoccupations du service de la production sont ordinairement en antagonisme avec celles du service de contrôle, au moins le sont-elles par leur effet sur l'accumulation des stocks; elles sont en opposition avec l'organisation du service des ventes, qui souhaite des délais de livraison

courts, la possibilité de satisfaire en une seule fois à une commande de contenu varié, etc.

La recherche opérationnelle remédie à cette situation en traitant les problèmes au niveau supérieur de l'entreprise; et la solution qu'elle fournit ne sera peut-être pas optimum au gré de chacun des services, mais elle sera une solution optimum au sens des buts de l'entreprise.

Et tout ceci n'est pas pour laisser entendre que le danger des solutions partielles se trouve évité d'office à l'entreprise plus modeste. Car, s'il est vrai que pour celle-ci l'antagonisme n'existe pas du fait de la multiplicité des têtes dirigeantes, il existe encore du fait que le chef de l'entreprise, même s'il est le seul responsable, fera la même dissociation entre ses problèmes de production, des ventes et de contrôle financier. Et ces erreurs il les fera, à moins que, lui aussi, il n'utilise les ressources de la recherche opérationnelle.



## Greenfield-Park Lumber

AND BUILDERS' SUPPLIES LIMITED

BOIS • CONTREPLAQUÉS • MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION

(GROS ET DÉTAIL)

320, Boulevard Taschereau, Montréal 23

OR. 6-1881



## THE INTERCONTINENTAL CORPORATION OF CANADA

MEMBRES DE LA CHAMBRE D'IMMEUBLE DE MONTRÉAL

AGENCE IMMOBILIÈRE

ACHATS, VENTES, EXPERTISES, ÉVALUATIONS, HYPOTHÈQUES, PARTICIPATIONS, GESTION ET  
TOUTES OPÉRATIONS IMMOBILIÈRES

*Appartements à louer*

SUITE 101 — 4920 WESTERN AVENUE  
WESTMOUNT, MONTREAL 6, P.Q.

TÉLÉPHONE : HUNter 8-2163  
CABLES : CONTINENT-MONTREAL

CORRESPONDANTS À PARIS ET À GENÈVE

# POSSIBILITÉS D'AFFAIRES

*Pour tous renseignements complémentaires, les intéressés devront s'adresser directement aux maisons indiquées ci-dessous.*

## Représentations :

**SOCIETE E. LACROIX**, Artificier, 33, Chemin du Sang-de-Serp, Toulouse (Hte Garonne)  
Les tarifs et la documentation de cette vieille maison française peuvent être consultés au Secrétariat de notre Chambre de Commerce.

**VINYLUNIN**, 35, Miguel Hidalgo, Paris XIXème  
Le catalogue 1960/61 peut être consulté au Secrétariat de notre Chambre de Commerce.

## Offres de produits français :

**LABORATOIRES "GIR"**, 7, Boulevard d'Algérie, Paris (19ième)  
exportent des produits de beauté de haute qualité sous contrôle pharmaceutique — vrac ou conditionné.

**ETS. H. BARRIELLE, Aîné**, à APT (Vaucluse)  
fournitures pour pâtisseries, biscuitiers, glaciers — fruits confits, pâtes de fruits.

**ETS. LEON JEANNET & CIE**, à Périgueux (Dordogne)  
fabrique de lunettes solaires, sport, travail — exportation.

**ETS. PIERRE DE LOYE & CIE, FILIATURE DU BOUTON D'OR** à Orange (Vaucluse)  
fabrique de laines — angora — mohair — exportation.

**GRAPHOIL Co.** 34 Avenue de l'Opéra, Paris  
graphite lubrifiant dans l'huile, colloidal et concentré dans l'eau, enduits spéciaux pour fonderie, forge, estampage, verrerie — indispensable pour fabrications soignées.

**OLIVIER & VINCENT**, 6 Rue de Léningrad, Paris 8°  
recherchent importateurs de machines textiles.

**Ets. André WILLIOT**, 79/81 Rue Denis Papin, CALAIS (P-de-C)  
fabricants de dentelles mécaniques, dentelles Chantilly, nylon, métal, livraison rapide.

**Ets. André ROYDOR**, 19 Quai Aimé Lamy, Morez du Jura (Jura)  
fabrique de lunettes optiques et solaires exporte dans tous pays.

**CONSERVIERES AGNELLY**, B.P. 384 Colbert, Marseille (B-du-R)  
cherchent débouchés pour leurs spécialités : pâtés de gibier (grives, lièvres, sanglier, faisans), autres pâtés (foie de porc truffé, foie de volaille truffé, foie gras, pâtés de campagne pur porc), plats cuisinés (civet de porcelet, civet de sanglier, lièvre, lapin, coq-au-vin au moulin-à-vent, gras doubles à la provençale, raviolis).

**ROQUETTES FRERES**, 17 Bd Vauban, Lille (Nord)  
amylacés et dérivés, féculés, amidons, glucoses, dextrines, dextroses, sorbitols.

**Ets. BERTRAND FAURE**, 20 Rue Hoche, Puteaux (Seine)  
recherchons correspondants étrangers pour matelas à

ressorts, cadres et sommiers métalliques, marque renommée.

## Offres de représentations française :

**CASSIN**, 30 Boulevard Riquier, Nice (Alpes-Maritimes)  
recherchent agents pour VINS DES COTES DE PROVENCE.

**COGNAC C. DUPUIS & CIE**, à Barbezieux (Gers)  
recherchent agents pour la vente de Cognac.

**GEORGES COURANT**, à Cognac (Charente)  
cognac et liqueurs de luxe — agent demandé

## Offres françaises de produits ou de représentations :

**EMILE KUGLER**, Gertwiller- Barr (Bas-Rhin)  
spécialiste depuis 1837 d'eaux-de-vie de fruits d'Alsace recherche agents.

## Importation — Exportation

**DUBIEF**, 14, Rue Senac, Marseille (1er) B-du-R  
importation d'orfèvrerie, étuis cigares, boîtes cigares, poudriers, cadres photos, etc. maroquinerie, liseuses, albums, boîtes cigarettes, porte-clefs fantaisie.

**ENCIA**, 31 Rue Labrouste, Paris 15ème  
import-export gros : aquariums, oisellerie, articles de pêche recherche associé actif — disposant magasins à Paris étudierait toutes propositions collaboration ou entente avec firmes françaises ou étrangères.

**ALMINET SA**, 16 rue de la Michodière, Paris  
importation et exportation de matières premières pour peintures, vernis, galvanoplastie, produits pharmaceutiques, textiles.

**GONTIER FRERES**, 15 rue du Louvre, à Paris  
importation et exportation de sacs de jute, coton, papier, neufs et d'occasion.

**FRANCE-COCKTAIL**, 1 Passage Castel, Fontenay-sous-Bois (Seine)  
maison possédant sérieuses références et très introduite sur le marché français pourrait faire mise en place pour maison étrangère importante de produits alimentaires.

**A.C.T.**, 32, rue George Sand, Paris (16ème)  
disposant d'un local pour magasinage et de services de distribution pour Paris et province cherchent accords avec exportateurs étrangers.

## Demande de représentation canadienne :

**M. CHARLES HAZAN**, 17, rue de Suffren, Alger (Algérie)  
recherche représentation intéressante alimentation — jouets.

## SITUATION ET PERSPECTIVES... (Suite de la page 12)

tur marché de plus de 200 millions d'habitants, qui ne soit susceptible d'attirer les capitaux américains et, par contre-coup, d'en diminuer l'afflux vers le Canada. Or ceux-ci jouent un rôle déterminant dans nos investissements.

En 1961, comme cette année, le volume des investissements sera très sensible au niveau des ventes et des bénéfices. Dans la grisaille et la stagnation actuelles, les chefs d'entreprise hésitent à agrandir leurs installations ou à renouveler leur outillage. Leurs bénéfices seront en effet cette année très irréguliers, souvent stationnaires ou en diminution. Notons ici que 2/3 des dépenses d'équipement ont été assurés depuis la fin de la guerre par l'auto-financement. Quant au niveau des affaires en 1961, il dépendra largement à mon sens, de l'évolution aux Etats-Unis. Il faudra attendre les premiers actes de la nouvelle administration démocrate pour juger convenablement des perspectives. Il est certain qu'une nette reprise chez nos voisins encouragerait les investissements au Canada.

Les dépenses d'équipement dépendront également du marché monétaire, car il faut pouvoir trouver des capitaux à un taux raisonnable. De ce côté, il y a pas mal d'incertitude. Il faudrait savoir comment le gouvernement fédéral financera le déficit de l'exercice en cours, déficit qui sera aggravé par les mesures révélées dernièrement à Ottawa. Il n'est pas exclu que les disponibilités monétaires qui se sont accrues récemment, continuent d'augmenter et que le loyer de l'argent fléchisse, bien que cela n'entre pas précisément dans les vues de la Banque du Canada qui craint toujours l'inflation. Mais même dans l'hypothèse la plus favorable, les taux d'intérêt semblent devoir se maintenir à un niveau encore assez élevé pour faire hésiter certains hommes d'affaires devant un emprunt, qu'il soit privé ou public.

Si, après avoir envisagé globalement la situation, on examine les principaux secteurs de l'économie, pour tenter de faire un bilan, on arrive à des conclusions analogues. Par rapport à cette année, on peut prévoir en 1961 une augmentation des investissements dans les services publics de gaz et d'électricité. Dans l'industrie du gaz naturel, la mise en place d'une nouvelle infrastructure résultant de l'exportation aux Etats-Unis et qui s'échelonne sur plu-

sieurs années, devrait accroître les dépenses d'équipement d'au moins \$150 millions. Les projets de l'Hydro-Québec sur la rive nord du St-Laurent et ceux qui concernent le fleuve Columbia, devraient également se traduire par une première tranche importante de dépenses. Par contre, les industries minières, pétrolières, métallurgiques, papetières poursuivront leur phase de consolidation et investiront probablement moins que cette année dans des projets d'expansion. La seule surprise possible, qui pourrait entraîner une importante mise de fonds, est la construction éventuelle du pipeline de pétrole Edmonton/Montréal réclamée par les producteurs canadiens indépendants et étudiée par la Commission nationale de l'Energie. Une bonne partie des travaux d'exploitation et de traitement du fer en Ungava et du nickel au Manitoba tire maintenant à sa fin. D'une façon générale, les investissements de caractère cyclique, c'est-à-dire ceux qui sont particulièrement sensibles à la conjoncture économique, plafonneront ou déclineront : or ce sont ceux-là qui constituent la plus grande partie.

En revanche, ceux qui sont peu ou pas cycliques devraient progresser modérément : ils ont trait aux industries alimentaires, à celles des boissons, aux services, au commerce de gros et de détail, aux marchés géants, aux im-

(Suite à la page 32)

*Dernières nouveautés*

*parues en France  
reçues au Canada... par avion*

**LIBRAIRIE  
PONY**

**UNE SUCCURSALE HACHETTE**

**554 est, rue Ste-Catherine  
Montréal — VI. 2-3857**

**DEGUSTEZ  
la fameuse  
LIQUEUR  
du  
PAYS BASQUE**

**LIQUEUR IZARRA**

**JAUNE en Bouteilles No 213A en tout temps**

**EN VENTE  
dans tous les  
MAGASINS  
de  
C.L.Q.**

**LES ÉDITIONS FRANÇAISES INC.**

*Agents Généraux pour le Canada  
de la*

**LIBRAIRIE LAROUSSE**

**Siège Social :**  
192, RUE DORCHESTER  
QUÉBEC, P.Q.

**Succursale :**  
914, RUE ST-DENIS, CH. 121  
MONTRÉAL, P.Q.

## LE TRANSPORT AÉRIEN... (Suite de la page 10)

Et nous abordons là un aspect de l'aviation commerciale qui touche et fait vibrer en notre faveur certaines fibres profondes de la sensibilité humaine; car, à l'inverse de l'assurance ou de la banque qui sont activités de conservation des biens, à l'inverse du bâtiment qui est activité d'enracinement des hommes, nous sommes une industrie de délivrance. L'espèce humaine est inquiète, elle supporte difficilement les servitudes de son destin que sont le temps qui la limite et l'espace qui la contient. Notre industrie a joué pour les personnes le rôle, qu'ont joué pour les mots le télégraphe puis la radio: la transmission presque instantanée. Elle a levé l'hypothèque de la distance en mettant tout être à quelques heures d'un autre et l'hypothèque du temps en retrécissant ses effets. C'est pourquoi elle est également liée à ce phénomène contemporain, passablement mystérieux, du tourisme international qui n'est pas seulement le vagabondage sans but de troupes estivants mais bien la vérification par un nombre d'hommes, chaque année croissant, que l'espace vaincu est aussi maîtrise du temps, de ce temps que le philosophe Lévy Bruhl définissait comme "l'intuition d'un ordre de succession," puisque l'avion permet presque du même coup d'oeil de contempler de vingt siècles de distance les uns des autres, les Pyramides, le Parthénon, et Notre-Dame de Paris. Certains même pensent que le tourisme favorise l'apparition d'une mentalité internationale, où s'affirmerait l'unité de l'espèce.

Pourquoi encore notre métier est-il facilité? Parce que nous sommes une industrie spectaculaire, spectaculaire à plus d'un titre. Notre expansion ne s'est pas faite en dormant, mais par un renouvellement permanent de nos instruments de travail, qui est le signe que nous collons au progrès. Renouvelant notre matériel, nous devons le faire con-

naître au public. Nous avons certes, pour cela, les salons de l'aviation; mais les présentations en vol durant les meetings sont brefs, et l'exposition au sol est décevante pour un matériel dont l'essence est de se mouvoir dans les airs.

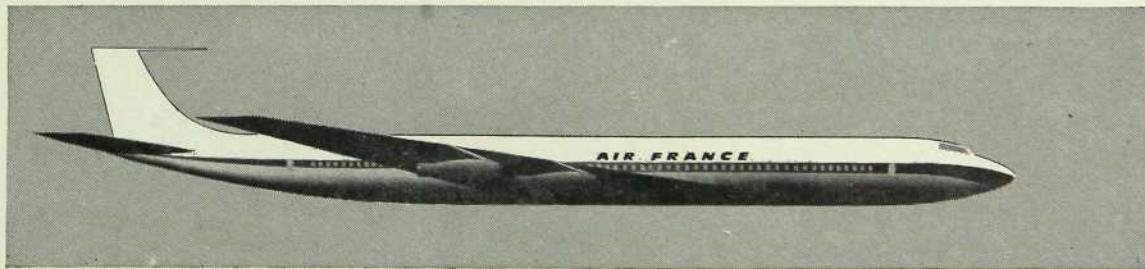
Autre lancement spectaculaire: celui de la Caravelle en 1959. Au mois de mars, la Caravelle (qui n'était pas encore en service) partait un matin de Paris, ramassait à Barcelone une danseuse gitane, à Rome Modugno, à Vienne deux soeurs jumelles d'un Music-Hall (qui se ressemblaient tellement qu'on ne leur donna qu'un fauteuil) et à Francfort une vedette de cinéma. A neuf heures le soir, quand le rideau se leva au théâtre de l'Olympia cette troupe européenne était présente sur la scène, entourant l'équipage. La Caravelle fait le tour de l'Europe dans la journée.

Il me faut maintenant venir à ce point, qui n'est plus celui des motifs de satisfaction pour notre industrie, mais d'inquiétude et de soucis. Pour être spectaculaire notre activité, et nul, plus que les relations extérieures, s'en préoccupe, est une activité harassante et fragile.

Harassante, en raison même des mutations constantes qui s'opèrent dans le matériel, dans les conditions d'exploitation et vont avoir des conséquences parfois inattendues dans nos structures et dans notre politique. Prenons l'exemple de la reconversion de la flotte conventionnelle d'Air France en flotte à réaction Boeing 707 et Caravelle. Le prix à payer dans les deux années précédentes, et les deux années qui suivent est considérable: 100 milliards d'anciens francs, soit \$200 millions de dollars, soit encore notre chiffre d'affaires global de l'an passé. Une politique, radicalement nouvelle pour nous, doit être inaugurée: celle de la revente des appareils déclassés, Vickers Viscount,

(Suite à la page 30)

## Votre voyage en Europe sera une merveilleuse détente...



### ... à bord du **BOEING 707** INTERCONTINENTAL

Dans le Boeing d'Air France, tout est prévu pour le confort et la détente. Un aménagement intérieur soigneusement étudié... un service impeccable... une cuisine gastronomique accompagnée des meilleurs vins... c'est déjà la France qui vous accueille!

Après une agréable traversée de seulement 6½ h. sans escale, la célèbre Caravelle d'Air France vous offre des correspondances rapides entre Paris et les grandes villes d'Europe, d'Afrique et du Moyen-Orient.

Pour plus de détails, consultez votre agent de voyage ou Air France à Montréal, Toronto, Vancouver

# AIR FRANCE

BOEING ET CARAVELLE — LES DEUX MEILLEURS "JETS" SUR LE PLUS GRAND RÉSEAU DU MONDE

## LE TRANSPORT AÉRIEN... (Suite de la page 29)

Constellations 1049 ou 1649. Les ateliers de réparation doivent être renouvelés, le matériel de tractage, les équipements d'entretien; une centrale d'air comprimé à très haute température, doit être créée. Mais les hommes aussi sont "transformés" par des cours d'initiation puis des stages de perfectionnement: et parmi ces hommes, en premier lieu les équipages. L'année dernière et cette année, nous avons converti au bi et quadri-réacteur 240 équipages, ce qui a entraîné pour chacun d'eux une immobilisation hors service de quatre mois. Imaginez le problème ainsi posé, tandis que le réseau continue à être desservi normalement. Triomphe de l'organisation, alors? Oui et non; non, lorsque les plans sont par exemple bouleversés par la défaillance d'un fournisseur, lorsque le retard à la fourniture d'un simulateur de vol oblige une partie de l'entraînement à être effectué sur avion en vol, au lieu d'être accompli au sol dans ce simulateur trop bien simulé.

Nous payons cher nos propres progrès. Nous savons aussi que nous dépendons étroitement de la prospérité des autres secteurs de l'économie. Après tout, notre expansion n'est que la projection dans le ciel de l'expansion de l'économie mondiale. Et sans même attendre les crises écono-

miques, reconnaissons que nous sommes sensibles au moindre signe de récession. Qu'un pays, pour protéger sa monnaie, limite les devises que peuvent emporter ses nationaux en voyage, que des troubles se fassent craindre dans tel coin du globe, aussitôt nos résultats d'exploitation s'en ressentent. Aussi notre philosophie professionnelle nous incline-t-elle au libéralisme dans les échanges et à la détente internationale.

Le transport aérien est suffisamment fécond en progrès techniques de toutes sortes pour nous offrir toujours de nouveaux matériaux; je pense par exemple, à la montée de l'électronique qui va bouleverser bien des méthodes, bien des équipements, ceux en particulier, des services centraux de réservation. Je pense moins à l'avion supersonique, sur lequel tous nos présidents ont formulé les réserves d'hommes sages qui voudraient voir aller de pair, selon les mots du président Hymans, progrès technique et progrès économique. J'en ai terminé: vous m'excuserez, j'espère, de vous avoir ce soir moins fait un exposé que des confidences sur nos problèmes, nos méthodes, nos soucis. Si je me suis laissé aller à les faire, c'est que je savais que je ne parlais pas à des étrangers, mais à des canadiens, je veux dire à des parents et à des amis.

POUR  
ALLER  
EN  
FRANCE...  
VOYAGEZ  
À LA  
FRANÇAISE

### Prochains départs de New-York:

1961

LIBERTÉ	4 Janvier
LIBERTÉ	1er Mars
LIBERTÉ	18 Mars
LIBERTÉ	5 Avril
FLANDRES	14 Avril
LIBERTÉ	21 Avril
FLANDRES	3 Mai
LIBERTÉ	11 Mai

Renseignez-vous sur le nouveau plan de crédit "Bon Voyage Transat".

*Consultez votre agent de voyages*  
- Son personnel expérimenté vous conseillera utilement. Si vous le désirez, il se chargera de toute l'organisation de votre voyage. Et ses services ne vous coûtent rien!

**Cie Générale  
Transatlantique**

1255, Phillips Square, Montréal  
6 Adelaide St. E., Toronto



# La Chambre de Commerce Française au Canada

## PRÉSIDENT D'HONNEUR

**Son Excellence Monsieur Francis Lacoste**

Ambassadeur de France au Canada

## VICE-PRÉSIDENTS D'HONNEUR

**M. Raymond Treuil**

Conseiller Commercial et Financier  
près l'Ambassade de France au Canada

**M. Raymond de Boyer de Sainte-Suzanne**

Consul Général de France à Montréal

## MEMBRE D'HONNEUR

**M. Marcel Nougier**

Ancien Président

## CONSEIL D'ADMINISTRATION

### PRÉSIDENT

**M. Bernard Lechartier**

### VICE-PRÉSIDENTS

**M. Raymond Dupuis, C.R.**

**M. Jean Ponsot**

### SECRÉTAIRE

**Me Georges-A. Roy**

### TRÉSORIER

**M. François Ducros**

### CONSEILLERS

**MM. J.-Louis Davignon**

**R.-Brian Daville**

**Roger LeBouëdec**

**Bernard Leclerc**

**Gérard Parizeau**

**Pierre Salbaing**

**Etienne Spire**

**John H. F. Turner**

### CONSEIL D'ARBITRAGE

**MM. P. Andrieux**

**G. Boulizon**

**G. Boussion**

**R. Duron**

**J.-S. Guillon**

**H. de Lanauze**

**A. Ligné**

**B. Robert de Massy**

**R. Mazur**

**P. Mora**

**A. Quédec**

## NOS ANCIENS PRÉSIDENTS

M. SCHWOB, Fondateur de notre Chambre de Commerce ...	1886-1889	M. M. QUEDRUE, Directeur général de la Cie Aérienne Franco-Canadienne .....	1928-1931
M. C.-A. CHOUILLOU, Importation-Exportation .....	1890-1891	M. M. NOUGIER, Directeur de Coronet Drug Co. ....	1932-1934
M. A. GIRARD, Importation .....	1892-1893	M. L. BESNARD, Représentant au Canada un groupement d'aciéries françaises .....	1935-1936
M. E. GALIBERT, Directeur de E. Galibert & Fils (commerçants en peau et laine) .....	1893-1895	M. H. LEFEVRE, Président de Dominion Potash Ltd. ....	1936-1938
M. John HERDT, Directeur général de Menier .....	1896-1897	M. G.-P. VINANT, Président de Vinant Ltée .....	1939-1940
M. E. GALIBERT, Directeur de E. Galibert & Fils .....	1898-1901	M. A. TARUT, de O'Brien & Williams, Agents de change .....	1940-1945
M. H. JONAS, Directeur de H. Jonas & Cie (produits alimentaires et essences) .....	1902-1903	M. G.-P. VINANT, Président de Vinant Ltée .....	1946-1949
M. C.-A. CHOUILLOU, Importation-Exportation .....	1904-1908	M. H. DOLISIE, Président de Canadian Liquid Air Co. ....	1950-1951
M. M. CHEVALIER, Directeur du Crédit Foncier Franco-Canadien .....	1909-1910	M. M. DHAVERNAS, Président de North American Utilities Corp. ....	1951-1953
M. A.-F. REVOL, Directeur de la Maison Perrin Frères ....	1910-1912	M. J. BENARD, Président de B.O.P. ....	1954-1955
M. J. OBALSKI, Ingénieur des Mines .....	1912-1915	M. J.-G. CONTAT, Directeur général de l'Hôtel Ritz Carlton	1955-1958
M. J.-R. GENIN, Importateur, Agent général de la Cie Générale Transatlantique .....	1915-1919	M. B. LECHARTIER, Directeur général du Crédit Foncier Franco-Canadien .....	1959
M. H. JONAS, Directeur de H. Jonas & Cie .....	1920-1927		

## SITUATION ET PERSPECTIVES... (Suite de la page 28)

meubles commerciaux, etc. Il en est de même des investissements de caractère social ou administratif, dépendant soit des différents pouvoirs publics (fédéral, provinciaux ou municipaux), soit du secteur privé. Qu'il s'agisse de routes, d'écoles, d'hôpitaux et de travaux publics en général, les besoins restent considérables. Le volume des engagements dépend toutefois de la politique économique et financière de nos gouvernants. Ottawa venant d'adopter une attitude plus large, il est probable que la construction de logements se redressera l'an prochain, quoique dans certaines régions, le marché des maisons d'habitation commence à être saturé. Il ne suffit pas de construire des maisons, il faut également les vendre.

Dans quelle mesure le récent programme fédéral peut-il stimuler l'activité et plus particulièrement les dépenses d'équipement? Il faudra attendre sa présentation au cours de la session pour pouvoir porter un jugement. A première vue, je ne pense pas qu'il puisse être très décisif. Il arrive trop tard, en tout cas, pour remédier au chômage cet hiver. Mentionnons pour terminer que les investissements du secteur public représentent de nos jours 10% environ du produit national brut en regard de 15% pour ceux du secteur privé; même s'ils se sont accrus régulièrement depuis 1957, ils ne forment donc toujours que la plus petite partie.

Tout considéré, je le répète, ce n'est pas des investissements dont j'attends le coup de fouet capable de redonner à l'économie canadienne la vigueur et le dynamisme qui lui manquent en ce moment.

## Nos Nouveaux Membres au Canada

### Membres individuels :

M. DANIEL MAUGER  
SHELL OIL COMPANY OF CANADA LTD.  
3555 Linton Avenue, Apt. 9  
Montréal 26

M. ISAAC MIRON  
*Architecte et Urbaniste*  
4255, rue Sherbrooke ouest  
Montréal

### Membres sociétés :

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE (New York Agency)  
66-68 Wall Street  
New York 5, N.Y. (États-Unis)

### Délégués :

M. Henri E. BLANCHENAY, *Directeur*  
M. Henri N. MORIN, *Directeur-adjoint*  
M. Guy J. BASTIDON, *Sous-Directeur*

### SOLETANCHE AND ASSOCIATES

(*Entreprise de forages, injections, fondations*)  
535 — 3285, boulevard Cavendish  
Montréal 28

### Délégués :

M. Henri FABREGUE, *Directeur*  
M. Félix BRUPPACHER, *Secrétaire*



## BEFORE YOU ACT, GET ALL THE FACTS TO HELP YOU TRADE WITH CANADA

Canada is a growing market for your goods — a constantly changing market that is becoming more and more lucrative.

Put our Business Development Department to work for you in supplying the precise information you need regarding any aspect of doing business in Canada. Write us outlining your specific Canadian problem or project. For facts on Canadian taxes or how to form a business in Canada, send your letterhead request to us for our free booklet "Doing Business in Canada".

## THE CANADIAN BANK OF COMMERCE

Head Office: 25 King Street West, Toronto  
Over 850 Branches in Canada

London, New York, San Francisco, Los Angeles, Seattle, Portland, Ore.  
Resident Representatives: Chicago, Illinois and Dallas, Texas  
European Representative: Zurich, Switzerland

BANKING CORRESPONDENTS THROUGHOUT THE WORLD

B-430

## EXOTIC FUR

Cie des Pelleteries Canadiennes



M. Tourne, Prés.

4314 ST-DENIS

VI. 2-5085-86

### NOUS EXPORTONS LES PELLETERIES

Notre MANUFACTURE, pour le marché Canadien, confectionne toutes les fourrures pour en faire de jolis manteaux.

*Le CHOIX, la QUALITÉ, l'ÉLÉGANCE,  
sont à la base de notre fabrication  
AVEC GARANTIE*

Les membres de la CHAMBRE de Commerce FRANÇAISE, sont invités à profiter de nos prix qui seront spécialement étudiés pour eux.

**Nous avons un service d'ENTREPOSAGE,  
de RÉPARATIONS et de TRANSFORMATION.**

## ÉTUDE, PLACEMENT & GESTION

DE

### TOUTES ASSURANCES

Incendie - Auto - Responsabilité civile et patronale -  
Bris de glace, de machines, de chaudières - Vol -  
Pertes de bénéfices - Vie - Maladie - Fonds de pension -  
Groupe - Maritime et transport terrestres.

## HUBERT DU CREST

*Courtier d'assurance agréé*

275 ouest rue St-Jacques, Montréal

Tél.: VI. 9-5686

*29 ans d'expérience,*

*dont 4 au Canada.*

*Sérieuses références à Montréal.*



# Office Central Catholique LTÉE

*Importateurs d'objets de piété*

CHAPELETS, MÉDAILLES, CRUCIFIX,  
IMAGES, MISSELS, ETC.

*Représentants de fabricants et d'éditeurs français*

50 ouest, rue Notre-Dame

MONTREAL 1, CANADA

Téléphone: Victor 2-2505

# CREDIT FONCIER FRANCO-CANADIEN

FONDÉ EN 1880

PRÊTS EN PREMIÈRE HYPOTHÈQUE  
ACHATS DE CRÉANCES HYPOTHÉCAIRES  
PRÊTS SUR IMMEUBLES EN CONSTRUCTION

---

SIÈGE SOCIAL

**5, rue St-Jacques Est,**

**MONTREAL (Canada)**



SUCCESSALES A

QUÉBEC — TORONTO — WINNIPEG — RÉGINA  
EDMONTON — VANCOUVER



COMITÉ DE PARIS : 18, AVENUE DE L'OPÉRA